

## Archived Content

Information identified as archived on the Web is for reference, research or record-keeping purposes. It has not been altered or updated after the date of archiving. Web pages that are archived on the Web are not subject to the Government of Canada Web Standards.

As per the [Communications Policy of the Government of Canada](#), you can request alternate formats on the "[Contact Us](#)" page.

## Information archivée dans le Web

Information archivée dans le Web à des fins de consultation, de recherche ou de tenue de documents. Cette dernière n'a aucunement été modifiée ni mise à jour depuis sa date de mise en archive. Les pages archivées dans le Web ne sont pas assujetties aux normes qui s'appliquent aux sites Web du gouvernement du Canada.

Conformément à la [Politique de communication du gouvernement du Canada](#), vous pouvez demander de recevoir cette information dans tout autre format de rechange à la page « [Contactez-nous](#) ».

**MAÎTRISE EN ÉTUDES DE LA DÉFENSE (MÉD) – PROJET DE RECHERCHE**  
**MASTER OF DEFENCE STUDIES (MDS) – RESEARCH PROJECT**

**Études de la politique de  
relations externes des États-Unis envers l’Iran**

By / par : Lieutenant-colonel Pierre Barma  
16 avril 2007

*This paper was written by a student attending the Canadian Forces College in fulfilment of one of the requirements of the Course of Studies. The paper is a scholastic document, and thus contains facts and opinions which the author alone considered appropriate and correct for the subject. It does not necessarily reflect the policy or the opinion of any agency, including the Government of Canada and the Canadian Department of National Defence. This paper may not be released, quoted or copied except with the express permission of the Canadian Department of National Defence.*

*La présente étude a été rédigée par un stagiaire du Collège des Forces canadiennes pour satisfaire à l'une des exigences du cours. L'étude est un document qui se rapporte au cours et contient donc des faits et des opinions que seul l'auteur considère appropriés et convenables au sujet. Elle ne reflète pas nécessairement la politique ou l'opinion d'un organisme quelconque, y compris le gouvernement du Canada et le ministère de la Défense nationale du Canada. Il est défendu de diffuser, de citer ou de reproduire cette étude sans la permission expresse du ministère de la Défense nationale.*

## TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES .....	I
SOMMAIRE .....	II
INTRODUCTION .....	1
CHAPITRE 1 – HÉRITAGE D’UNE RELATION ORAGEUSE. ....	4
<i>Évolution de la politique étrangère américaine</i> .....	5
<i>Début de la guerre froide et règne du schah Muhammad Reza Pahlavi</i> .....	6
<i>La révolution islamique</i> .....	10
<i>Les années Reagan</i> .....	13
<i>La politique étrangère américaine après la guerre froide</i> .....	16
<i>L’après 9/11</i> .....	21
CHAPITRE 2 – LE « PROBLÈME » IRANIEN : LES ENJEUX.....	25
<i>Politique et leadership iranien</i> .....	26
<i>Politique étrangère iranienne</i> .....	28
<i>L’Iran : un État voyou victime de sanctions</i> .....	31
<i>Le nucléaire iranien</i> .....	33
<i>Relations avec Israël</i> .....	38
<i>Le régime des Mollahs et le terrorisme</i> .....	43
CHAPITRE 3 – VERS UNE SORTIE DE CRISE. ....	44
<i>L’action militaire : attaque massive et changement de régime</i> .....	47
<i>Un renversement de régime</i> .....	52
<i>De la diplomatie et de la détente</i> .....	54
<i>Un dialogue stratégique astucieux avec la population</i> .....	59
CONCLUSION.....	62
BIBLIOGRAPHIE .....	65
<i>Livres</i> .....	65
<i>Revue et articles</i> .....	66
<i>Sources Internet</i> .....	68

## SOMMAIRE

Depuis maintenant plus de six décennies, l'histoire des relations entre les États-Unis et l'Iran, passe par un chemin qui est parsemé d'embûches. En plus de dresser un portrait chronologique des nombreuses politiques externes que Washington a favorisées lors de ses relations avec Téhéran depuis la Seconde Guerre mondiale, ce document se penche sur les écueils majeurs auxquels fait actuellement face la communauté internationale en ce qui concerne ses relations avec le régime iranien.

Sans en être directement responsable, la République islamique d'Iran se retrouve bien malgré elle, au beau milieu des principaux enjeux qui affectent présentement tout le Moyen-Orient. Quelque soit l'option qui sera adoptée et qui mènera éventuellement à la résolution des conflits qui y prennent place, son élaboration devra nécessairement prendre en ligne de compte le rôle que l'Iran aura à y jouer. La dernière partie de ce mémoire propose quatre solutions qui pourraient dénouer l'impasse. Elles couvrent un champ d'action qui va de l'intervention militaire à l'engagement diplomatique.

« *Il est préférable de préserver un pays à le détruire. L'art de la guerre, c'est de soumettre l'ennemi sans combat.* »

Sun Tzu, IV<sup>e</sup> siècle av. J.-C.

## INTRODUCTION

Même si la crise des otages américains, qui furent retenus 444 jours en sol iranien, est terminée depuis maintenant un quart de siècle, nombreux sont les observateurs occidentaux qui ont aujourd'hui l'impression que le régime de Téhéran n'a pas beaucoup évolué depuis ces événements, et ce, malgré plusieurs changements au sein de la direction politique et religieuse du pays. En ce moment, ses relations avec la grande majorité de la communauté internationale, dont l'ONU, ne sont certainement pas ce que l'on pourrait qualifier d'harmonieuses<sup>1</sup>. La cause principale de discorde réside notamment au sujet de recherches en technologie nucléaire, qui seraient présentement conduites sous le couvert d'un programme de recherche civil, et qui viseraient essentiellement à acquérir de l'expertise et du matériel dans le but de se doter possiblement d'une capacité nucléaire militaire.

Cette crise, à laquelle on se doit d'ajouter les nombreuses déclarations incendiaires que le président Ahmadinejad a faites au cours de la dernière année, et en ne passant pas sous silence un possible appui iranien à l'insurrection qui se produit en ce moment en Irak, ne contribuent certainement pas à améliorer les relations entre Téhéran et Washington, qui demeurent bien évidemment tendues depuis la révolution islamique de 1979. De plus, le discours du président George W. Bush au sujet *l'axe du mal*, au

---

<sup>1</sup> L'arraisonnement de l'embarcation et l'arrestation des marins britanniques par les autorités iraniennes en mars 2007, actions que la majorité des observateurs occidentaux a considéré comme une prise d'otages, tendent à confirmer cette impression.

cours duquel la République islamique d'Iran est apparue comme un *État voyou*, n'a eu comme effet que d'élargir le fossé qui sépare les deux nations.

Même si la guerre Iran – Irak des années 80 a laissé les forces militaires iraniennes exsangues, ses équipements dans un état pitoyable, tout autant que son économie<sup>2</sup>, de récentes acquisitions militaires, rendues possible notamment grâce à de nouvelles sources d'approvisionnement qui ont vu le jour après l'effondrement du Mur de Berlin et la dissolution de l'Union Soviétique<sup>3</sup>, ont fait en sorte que l'Iran a pu acquérir d'imposants stocks de matériel militaire, et ainsi pu renouveler son arsenal. Forte des leçons du passé, qu'elle a acquises à la suite des nombreux embargos dont elle est et a été l'objet, la République islamique d'Iran a aussi procédé à la conception et à la fabrication de son propre matériel militaire, ce qui lui a permis de reconstituer ses forces armées. Détentrices d'imposantes réserves pétrolières, et exportatrice majeure, sa situation militaire ainsi que son économie se sont donc grandement améliorées.

Lorsque l'on ajoute à toutes ces considérations l'état actuel dans lequel se trouve l'Irak à la suite de la dissolution du régime de Saddam Hussein, soit au bord de la guerre civile, l'Iran cherche donc en ce moment à occuper le rôle de puissance hégémonique régionale dans le secteur du Golfe Persique.

Malgré l'envoi de plus de 100 000 combattants, les Américains, de leur côté, font présentement face à des difficultés majeures dans leur campagne en Irak. Ils sont aussi grandement impliqués dans des efforts de stabilisations en Afghanistan, en raison de l'insurrection des talibans qui ne semble pas vouloir prendre fin dans le sud du pays. Si

---

<sup>2</sup> Michael H. Hunt, *Crises in U.S. Foreign Policy: An international history reader* (New Haven & London : Yale University Press, 1996), p. 382.

<sup>3</sup> Patrick Clawson, *Iran's challenge to the west: How, When, and Why* (Washington, D.C. : The Washington Institute for Near East Policy, 1993), p. ix.

un conflit venait à se déclarer, les Forces aériennes américaines réussiraient fort probablement, grâce à une attaque-surprise, à infliger des dommages considérables aux complexes nucléaires iraniens ainsi qu'à leurs infrastructures militaires<sup>4</sup>. Une telle option n'est certainement pas recommandable, en ce sens qu'elle aurait fort probablement comme effet d'embraser toute la région du Golfe Persique, et engendrerait, avec des conséquences encore plus grandes, un conflit profondément instable et coûteux, pour lequel on ne peut actuellement concevoir aucun espoir de résolution<sup>5</sup>. De toute façon, dans l'état actuel des choses, les Américains ne pourraient tout simplement pas se payer le luxe d'une telle opération, car elle se devrait nécessairement d'être suivie par une offensive au sol, offensive qui se révèle à l'heure actuelle impraticable en raison de leurs présentes implications.

Nombreux sont ceux et celles qui entrevoient l'avenir avec pessimisme. Cependant, il ne se doit pas nécessairement d'être si sombre. Les relations entre Washington et Téhéran n'ont pas toujours été orageuses. Depuis le début des années 80, quelques tentatives de rapprochement ont effectivement eu lieu. Ces dernières menèrent peut-être à des résultats mitigés, il faut bien l'avouer, mais cela nous permet certainement de croire qu'il y a donc de la place pour l'espoir à l'avenir.

L'histoire nous enseigne que l'on ne sort jamais tout à fait victorieux d'un conflit militaire. Les coûts humains et matériels sont trop souvent disproportionnés par rapport aux résultats obtenus, surtout lorsque l'on se rend compte que ces derniers auraient très souvent pu être obtenus par voie diplomatique ou autre, et ce, avec un peu plus d'efforts et de patience.

---

<sup>4</sup> Paul Rogers, *Iran: consequences of a war* (Oxford, UK : Oxford Research Group, February 2006), p. 7.

<sup>5</sup> *Ibid.*, p. 12.

C'est pour toutes ces raisons, ainsi que plusieurs autres, dont certaines sont de natures politiques ou économiques, et qui vont être élaborées plus en profondeur tout au long de ce mémoire, que les Américains, ainsi que toute la communauté internationale, peuvent difficilement envisager l'option d'entrer en conflit armé avec la République islamique d'Iran.

En conséquence, si le but ultime du gouvernement américain est d'obtenir de la stabilité dans la région du Golfe Persique, de promouvoir la paix mondiale et d'y instaurer des régimes démocratiques avec lesquels on pourrait établir de solides bases économiques qui permettraient le commerce international ; il est certainement permis de se poser la question à savoir s'il n'existe pas une ou des solutions alternatives à une intervention militaire. L'Amérique devrait-elle envisager d'adopter une politique d'ouverture en ce qui concerne ses relations avec l'Iran ? Quelle que soit la réponse que l'on apporte à cette question, il faudra absolument prendre en considération le fait que les gains à obtenir valent certainement la peine que l'on y consacre ses énergies.

## **Chapitre 1 – Héritage d'une relation orageuse.**

Plus de vingt-cinq ans après la révolution iranienne de février 1979, les relations entre l'Iran et les États-Unis sont encore profondément marquées par ces événements. Cependant, les racines profondes de la présente situation trouvent leurs origines dans les années qui suivirent la Seconde Guerre mondiale, et plus précisément vers la fin des

années 40 et le début des années 50, lorsque « *l'Iran émergea en tant que point important dans la stratégie américaine d'endiguement qui eut lieu lors de la Guerre froide*<sup>6</sup> ».

C'est aussi durant les années 40 que se produisit un important changement dans la façon avec laquelle l'Amérique allait dorénavant interagir avec le reste du monde.

### ***Évolution de la politique étrangère américaine***

*« Nous devons faire face à la grande tâche qui est devant nous en abandonnant immédiatement et pour toujours l'illusion que nous pourrions à jamais nous isoler du reste de l'humanité ».*

Theodore Roosevelt, décembre 1941

Cette citation du président Roosevelt illustre parfaitement la dure réalité à laquelle les politiciens et toute la population américaine eurent à faire face au lendemain de l'attaque japonaise sur Pearl Harbor. Principalement centrée sur l'isolationnisme, et ce, jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, la politique étrangère américaine de cette époque visait d'abord et avant tout à conserver les valeurs américaines, à préserver l'expérience nationale des influences de l'étranger, et à limiter ses interventions externes. « *Qu'un pays, qui s'était affirmé avant même la fin du XIX<sup>e</sup> siècle comme la première puissance économique de la planète ait attendu 1941 pour comprendre l'ampleur de ses responsabilités internationales, sans être pour autant prêt à les assumer, a de quoi déconcerter*<sup>7</sup> ». Lorsque l'on prend en considération les multiples activités et opérations que le gouvernement américain mène actuellement sur la scène mondiale, ces dernières

---

<sup>6</sup> Hunt, *Crises in U.S....*, p. 365.

<sup>7</sup> Pierre Mélandri, *La politique extérieure des États-Unis de 1945 à nos jours* (Paris : Presses Universitaires de France, 1982), p. 9.

étant le résultat direct des plus récentes politiques externes de ce pays, il est difficile de concevoir qu'il en était ainsi il y a seulement une soixantaine d'années. Ces deux citations peuvent cependant difficilement être contredites.

Les changements et les modifications aux politiques externes américaines, qui découlèrent de ces événements, eurent une incidence directe sur la façon avec laquelle les États-Unis allaient interagir avec les futurs dirigeants et gouvernements iraniens.

### ***Début de la guerre froide et règne du schah Muhammad Reza Pahlavi***

*« L'Iran joue un rôle majeur pour la stabilité au Moyen-Orient. »*

Henry Kissinger, 1972

Même si des compagnies américaines commencèrent à investir dans le développement pétrolier au Moyen-Orient dans les années 20 et 30, on s'accorde généralement pour dire que c'est la guerre froide qui amena les États-Unis dans cette région, afin de protéger ses intérêts de la menace soviétique, et pour rallier les leaders régionaux à la cause anticommuniste<sup>8</sup>.

Si l'on se base sur la loi fédérale américaine, selon laquelle la date officielle du début de la guerre froide est le 2 septembre 1945 (date de reddition des Japonais), une des premières, sinon la première épreuve de force entre l'URSS et les Anglo-Américains a eu pour objet l'Iran. La crise irano-soviétique de 1945/46, qu'il est aussi convenu d'appeler la crise d'Azerbaïdjan, mit rapidement en évidence les objectifs expansionnistes qu'entretenait Staline à l'époque. Alors qu'il avait été convenu de retirer les troupes

---

<sup>8</sup> Nathan J. Citino, "Out of the Blue? Historical Scholarship on U.S. Foreign Policy in the Middle East", *OAH Magazine of History*, (mai 2006) : p. 9.

britanniques et soviétiques du sol iranien au plus tard six mois après la fin de la Seconde Guerre mondiale<sup>9</sup>, l'URSS trouva toute sorte de prétextes pour ne pas en tenir compte. Malgré bien du chantage et des demandes visant notamment l'acquisition de ressources pétrolières iraniennes, Staline finit par céder, et retira ses troupes du Nord de l'Iran. C'est en ce sens que l'Iran a constitué un enjeu politique important, et ce, dès les toutes premières années de la guerre froide.

À cette époque, Muhammad Reza Pahlavi était le souverain de l'Iran (Schah), tandis que Muhammad Mossadegh occupait le poste de premier ministre. Il occupa ces fonctions de 1951, et ce, jusqu'à son éviction en 1953.

C'est en 1949, peu avant la nomination de ce dernier, qu'un sentiment pour la nationalisation de l'industrie pétrolière iranienne prit forme. Ce sentiment découle du fait que les Iraniens, qui étaient au fait de la chose politique, réalisèrent que le gouvernement britannique recevait plus de revenus du consortium pétrolier anglo-iranien, que n'en récoltait le gouvernement iranien de ses redevances<sup>10</sup>. En 1951, malgré une opposition farouche de la Grande-Bretagne, il procéda à la nationalisation du pétrole iranien<sup>11</sup>.

C'est à partir de novembre 1952, lorsque le général Eisenhower fut élu président des États-Unis, « *que l'attitude bienveillante des Américains envers le gouvernement*

---

<sup>9</sup> En 1941, en collaboration avec le gouvernement iranien, les Russes et les Britanniques établissent une voie d'acheminement pour les armes et le ravitaillement à destination du front de l'Est. Le traité prévoyait le retrait de leurs troupes six mois après la fin de la guerre, soit le 2 mars 1946. Dès la fin du conflit, l'URSS multiplie les pressions sur l'Iran, et fomenta une sécession prosoviétique en Azerbaïdjan iranien et réclame en mai 1946 au gouvernement de Téhéran une concession pétrolière en échange du retrait de ses troupes qui stationnent dans cette région depuis le début de la guerre.

<sup>10</sup> Helen Chapin Metz, *Iran: a country study* (Washington, D.C. : Library of Congress, Federal Research Division, 1989), p. 29.

<sup>11</sup> Université de Sherbrooke. "Iran", *Perspective monde*, [article en ligne]; accessible à <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/pays/IRN/fr.html>; Internet; consulté le 23 janvier 2007.

*nationaliste de Téhéran changea sensiblement*<sup>12</sup> ». Ce changement d'attitude coïncide d'ailleurs avec les événements entourant la nationalisation pétrolière. L'Administration britannique et la toute récente Administration américaine s'inquiétèrent des agissements de Mossadegh. Leurs inquiétudes s'accrurent lorsque ce dernier commença à entretenir des relations avec le Parti communiste iranien Tudeh<sup>13</sup>. Ils craignaient que l'Iran soit attiré dans la sphère soviétique, et ce, même si Mossadegh défendait une politique de non-alignement pour tout ce qui touchait les affaires étrangères iraniennes.

En conséquence, Eisenhower approuva une proposition britannique pour la mise sur pied d'une opération anglo-américaine conjointe portant le nom d'*Opération Ajax*, qui visait essentiellement à renverser Mossadegh, et à installer un président pro-occidental. Un émissaire de la CIA se rendit donc en Iran, afin de planifier cette opération en coordination avec le schah et des représentants de son armée. Le 19 août 1953, Mossadegh était renversé. Il fut par la suite condamné à trois années de prison pour trahison, et termina ses jours en isolation<sup>14</sup>. Inflexible jusqu'au jour de sa mort, Mossadegh est une icône de la politique iranienne, et fait figure de héros pour tout ce qui représente l'opposition au schah<sup>15</sup>. Nombreux sont les historiens qui identifient les

---

<sup>12</sup> Houchang Nahavandi, *Iran : Anatomie d'une révolution* (Paris : La revue universelle des faits et des idées (SEGEP), 1983), p. 34.

<sup>13</sup> Le parti Tudeh (fondé en 1941) est un parti communiste iranien. Son nom complet est *Hezb-e Tudeh-ye Iran*, ce qui signifie « Parti des Masses d'Iran ». Il a eu des relations étroites avec le Parti communiste de l'Union soviétique. C'était un parti politique majeur en Iran avant les purges ayant eu lieu au début de l'existence de la République islamique d'Iran sous la direction de Khomeiny.

<sup>14</sup> Metz, *Iran: a country...*, p. 31.

<sup>15</sup> Hunt, *Crises in U.S...*, p. 369.

événements d'août 1953 comme étant à l'origine du fort sentiment antiaméricain qui caractérisa la révolution islamique iranienne des années 1970<sup>16</sup>.

La période de quelque vingt-cinq ans qui suivit ces événements, malgré une certaine autocratie et maints accrocs aux libertés individuelles, en fut une de prospérité prodigieuse et de modernisation rapide. Cette rapide croissance économique fournit au schah plus de pouvoir lors de ses discussions avec Washington, et le choc pétrolier du début des années 1970 força même les Américains à considérer l'Iran comme une source sécuritaire et fiable pour l'approvisionnement en pétrole<sup>17</sup>.

Sous la présidence de Richard Nixon, la relation entre les deux pays prit un tournant significatif. Ce dernier considéra le schah plus comme un partenaire que comme un client provenant du Moyen-Orient et, en mai 1972, il lui donna carte blanche pour se procurer tout l'armement provenant de sources américaines qu'il désirait. Entre 1973 et 1977, l'Iran acheta donc pour plus de 15 milliards de dollars de matériel militaire de première qualité, et en 1977 les ventes américaines d'armements à l'Iran comptèrent pour plus de la moitié de toutes leurs ventes d'équipement militaire à l'étranger<sup>18</sup>.

Cependant, la société iranienne n'accepta jamais la prise de cette décision politique. La période de troubles qui allait y succéder devait à jamais modifier la relation qu'entretenaient les deux pays.

---

<sup>16</sup> Citino, "Out of the Blue? ...", p. 10.

<sup>17</sup> Hunt, *Crises in U.S.*..., p. 371.

<sup>18</sup> *Ibid.*

### *La révolution islamique*

« *Le schah n'était qu'un enfant de chœur à côté de l'imam. (Khomeiny) »*

Massoud Radjavi, Chef des moudjahidin, 1981

Si les responsables américains, qui ont pour tâche d'établir la politique étrangère de leur pays envers l'Iran, désirent vraiment que cette dernière soit brillante et cohérente, ils se doivent d'abord et avant tout de comprendre comment et pourquoi la révolution islamique de 1979 s'est-elle transformée, depuis cette époque, en un puissant outil politique antiaméricain qui affecte toute la région du Moyen-Orient<sup>19</sup>.

Malgré un environnement répressif, plusieurs groupes de dissidents iraniens émergèrent durant les années 60 et 70. Leur but commun était de protester contre les politiques nationales du schah, ainsi que de critiquer les relations amicales qu'il entretenait avec les États-Unis. Vers la fin des années 70, ces groupes étaient devenus très organisés et actifs sur la scène politique iranienne<sup>20</sup>.

Le tout débuta en 1977 avec l'envoi d'une lettre ouverte au schah, dans laquelle trois dirigeants et écrivains, connus de l'ancien Front national de Mossadegh, réclamèrent l'*abandon de la dictature et la stricte application des principes constitutionnels*<sup>21</sup>. Sa publication déclencha une vague de protestation qui s'étendit rapidement. Le 8 janvier 1978, un groupe d'étudiants et de mollahs loyaux à l'ayatollah Khomeiny, se

---

<sup>19</sup> Fereydoun Hoveyda, "Iran and America", *American Foreign Policy Interests*, Vol. 28 (2006) : p. 15.

<sup>20</sup> Elizabeth Shakman Hurd, "The International Politics of Secularism: U.S. Foreign Policy and the Islamic Republic of Iran", *Alternatives*, Vol 29 (2004) : p. 122.

<sup>21</sup> Kazem Radjavi, *La révolution iranienne et le Moudjahédines* (Éditions Anthropos, Paris, 1983), p. 122.

regroupèrent afin de condamner le régime Pahlavi. Les forces gouvernementales ouvrirent le feu contre les manifestants, et tuèrent deux douzaines de protestants. Ces actes déclenchèrent une vague d'opposition contre le schah. En septembre 1978, les troupes du schah tirèrent à nouveau sur les contestataires, qui regroupaient plus de 20 000 partisans de l'ayatollah Khomeiny. Ces incidents sanglants firent plus de 400 victimes ainsi que des milliers de blessés<sup>22</sup>.

Manifestations estudiantines, grèves universitaires, manifestations politico-religieuses, émeutes générales, désobéissance et fraternisation des militaires avec les émeutiers s'ensuivirent, et provoquèrent, le 16 janvier 1979, le départ en exil du schah Muhammad Reza Pahlavi<sup>23</sup>.

Une fois le schah parti, les décisions prises par le nouveau premier ministre Bakhtiar annoncèrent de profonds changements dans la politique externe iranienne. Il annula pour 7 milliards de dollars de commandes de matériel militaire aux États-Unis, et annonça que l'Iran ne vendrait plus de pétrole à l'Afrique du Sud et à Israël<sup>24</sup>.

L'arrivée de l'ayatollah Khomeiny, le 1<sup>er</sup> février 1979 n'améliora pas la situation. En plus d'accuser les États-Unis de toutes les perversités, il déclara que le gouvernement Bakhtiar était illégal, et demanda à la population de poursuivre les grèves et les manifestations<sup>25</sup>. Ces agissements servirent de pierre d'assise pour l'établissement d'une République islamique. Grâce aux Gardiens de la révolution, les théologiens furent les premiers à être en mesure de rétablir l'ordre, et les tribunaux révolutionnaires mis en

---

<sup>22</sup> Hurd, "The International...", p. 122.

<sup>23</sup> *Ibid.*, pp. 122-130.

<sup>24</sup> Metz, *Iran: a country...*, p. 29.

<sup>25</sup> *Ibid.*, p. 30.

place, firent passer par les armes la plupart des officiers supérieurs, des politiciens et des policiers qui avaient jadis été loyaux envers le schah.

Depuis cette époque, il existe peut-être un processus électoral qui permet l'élection d'un président pour la République islamique, mais ce titre est bien symbolique ; le pouvoir présidentiel réel est effectivement détenu par le *Guide suprême*, qui est l'autorité absolue non élue. La révolution islamique a peut-être réussi à chasser le roi d'Iran, mais elle a conservé l'essence même d'une monarchie absolue. Les révolutionnaires iraniens ont effectivement démantelé l'institution de la couronne ; le clergé en a conservé la substance<sup>26</sup>.

Finalement, le refus des Américains d'obtempérer à une demande d'extradition du schah, mena, le 4 novembre 1979, à l'occupation de leur ambassade de Téhéran et à une prise d'otage qui dura 444 jours. Nombreux sont les observateurs politiques qui soutiennent que ces événements sont la cause principale qui a mené à la défaite de l'Administration Carter lors des élections présidentielles de 1980.

Lors d'un discours politique qui fut prononcé par l'ayatollah Khomeiny le 12 septembre 1980, il affirma que la crise des otages ne le concernait plus et que cette situation allait dorénavant être réglée par le personnel de son gouvernement<sup>27</sup>. N'hésitant pas à profiter de l'état de faiblesse de l'armée iranienne, qui fut causé par les purges, l'Irak envahit l'Iran 10 jours plus tard. Le but de Saddam Hussein était de récupérer le

---

<sup>26</sup> Fariborz Mokhtari, "Mahmud Ahmadinejad's Presidency: What Does Iran Really Want?", *American Foreign Policy Interests*, Vol. 28, n° 5 (octobre 2006) : p. 356.

<sup>27</sup> Richard W. Cottam, *Iran And the United States: A Cold War Case Study* (Pittsburgh : University of Pittsburgh Press, 1988), p. 222.

Chatt al-Arab et le Khouzistan iranien. Cette guerre, qui durera huit ans, coûtera aux deux pays plus de 500 milliards de dollars, et fera environ 1 200 000 morts<sup>28</sup>.

À cette époque, aucun parlementaire iranien, de quelques allégeances qu'il fut, ne doute que l'agression irakienne ait été orchestrée par le gouvernement américain et menée avec leur assentiment<sup>29</sup>. Il était clair dans leur esprit que les États-Unis ne pouvaient tolérer le fait d'avoir vu leur crédibilité entachée d'une telle façon. L'équilibre du pouvoir régional, qui avait été endommagé, se devait d'être restauré<sup>30</sup>.

En fait, l'Administration Carter avait répondu à la crise en coupant les relations avec l'Iran, et en gelant leurs avoirs en sol américain. Ces actions, ainsi que la tentative avortée de libérations des otages, furent interprétées par le gouvernement révolutionnaire comme étant des pressions injustifiées, de la part d'un gouvernement étranger, afin de renverser et de mettre un terme à la révolution<sup>31</sup>.

### ***Les années Reagan***

Au cours de la campagne présidentielle américaine de 1980, Ronald Reagan fit part de sa détermination à tout mettre en œuvre afin d'éviter le genre d'humiliation qu'avait eu à subir son prédécesseur<sup>32</sup>. Ironiquement, son élection coïncida, à quelques

---

<sup>28</sup> Microsoft Encarta, "La Guerre Iran/Irak", extrait de *Les Forces spéciales en action*, [article en ligne]; accessible à <http://le.cos.free.fr/iran-irak.htm>; Internet; consulté le 24 janvier 2007.

<sup>29</sup> Cottam, *Iran And...*, p. 223.

<sup>30</sup> *Ibid.*

<sup>31</sup> Ali M. Ansari, *Confronting Iran: The Failure of American Foreign Policy and The Next Great Crisis in the Middle east* (New York : Perseus Books Group, 2006), p. 96.

<sup>32</sup> Cottam, *Iran And...*, p. 238.

mois près, avec la libération des otages américains, le début de la guerre entre l'Iran et l'Irak, ainsi que l'occupation soviétique de l'Afghanistan. Cette invasion allait jouer un rôle primordial dans l'établissement de la politique de relations externes que les Américains allaient entretenir avec la République islamique iranienne. Les Iraniens étaient maintenant devenus extrêmement préoccupés par cette invasion ; les réfugiés afghans en sol iranien se comptaient désormais à plus de 1,5 million d'individus<sup>33</sup>. Le régime était dorénavant en désaccord complet avec l'action soviétique.

Comme l'Administration Reagan possédait une vision de la situation mondiale qui était centrée sur l'URSS<sup>34</sup>, il y en allait de même pour tout ce qui touchait ses politiques de relations internationales et, de facto, toute prise de décision, en ce qui concernait le politique externe à adopter envers des pays secondaires tels que l'Iran, dépendait du genre de relations qu'entretenaient ces pays avec le géant soviétique. En conséquence, comme Reagan percevait toujours la menace soviétique comme extrêmement importante, il décida consciemment d'éviter d'altérer le régime iranien, car ce dernier était dorénavant ouvertement hostile envers l'URSS<sup>35</sup>. Le secrétaire d'État de l'époque, Alexander Haig, alla même jusqu'à proposer de faire de l'Iran un allié, et ce, en dépit de l'expérience toute récente de la crise des otages<sup>36</sup>.

La mise sur pied d'une politique américaine claire et concise de relations externes avec la République islamique n'était donc pas une priorité du gouvernement Reagan, et maintenant que la crise des otages était terminée, le centre d'attention des relations

---

<sup>33</sup> *Ibid.*, p. 237.

<sup>34</sup> Babak Ganji, *Politics of Confrontation: The Foreign Policy of the USA and Revolutionary Iran* (New York : Tauris Academic Studies, 2006), p. 235.

<sup>35</sup> Cottam, *Iran And...*, p. 252.

<sup>36</sup> Ganji, *Politics of Confrontation...*, p. 235.

américano-iraniennes se transporta vers un processus complexe et fastidieux de négociations, qui avaient pour but de résoudre les nombreuses poursuites judiciaires que des citoyens américains avaient entamées contre le gouvernement iranien<sup>37</sup>.

Les accords d'Alger, grâce auxquels les États-Unis s'engagèrent à ne pas interférer dans les affaires internes iraniennes et à débloquer pour quelques 10 milliards \$ de fonds iraniens qui avaient été gelés, mirent un terme aux relations officielles entre les deux pays<sup>38</sup>.

Cependant, alors même que ces événements se produisaient, des tractations impliquant du personnel de l'Administration Reagan se déroulaient afin de permettre à l'Iran de faire l'acquisition d'armes qui lui permettrait de mettre un terme à l'avantage technique militaire que possédait l'Irak sur l'Iran<sup>39</sup>.

Le colonel Oliver North, sur les épaules duquel reposait la mise en œuvre de cette politique, alla même jusqu'à entamer des pourparlers avec Téhéran, afin de discuter des moyens à prendre afin de déloger Saddam Hussein du pouvoir irakien<sup>40</sup>.

Ce changement de politique est le reflet d'un désir temporaire d'obtenir une collaboration iranienne afin de négocier la libération d'otages occidentaux qui étaient détenus à ce moment-là au Liban<sup>41</sup>.

---

<sup>37</sup> *Ibid.*

<sup>38</sup> Ansari, *Confronting Iran...*, p. 99.

<sup>39</sup> Cottam, *Iran And...*, p. 245.

<sup>40</sup> Tower Commission Report, "Report of the President's Special Review Board", *U.S. Government Printing Office*, Washington, DC, 20402, 26 février 1987 [rapport en ligne]; accessible à <http://www.namebase.org/sources/IE.html>; Internet; consulté le 10 avril 2007.

<sup>41</sup> Cottam, *Iran And...*, p. 245.

Lorsque cette politique fut étalée au grand jour, elle fut défaite, non pas parce qu'elle était illogique, mais bien parce qu'on découvrit que les recettes des ventes d'armements aux Iraniens étaient transférées aux contras qui combattaient les sandinistes au Nicaragua<sup>42</sup>. Cette politique fut rejetée par le Congrès américain parce qu'elle fut jugée comme illégale<sup>43</sup>.

Cependant, cela ne se produisit pas avant que les Américains et les Israéliens eussent vendu à l'Iran pour plusieurs milliards de dollars d'équipements militaires. Cela permit aux Iraniens de contrer l'offensive irakienne et retourna même l'avantage des combats en leur faveur. À partir de ce moment-là, comme on voyait poindre la possibilité d'une victoire iranienne qui aurait peut-être permis l'exportation de la révolution islamique vers des pays du Moyen-Orient qui entretenaient une politique de collaboration favorable aux États-Unis, l'appui de Washington se retourna donc vers l'Irak.

Ce ne fut pas avant 1987, alors que s'amorça une détente dans les relations américano-soviétiques, que les Américains forcèrent Téhéran et Bagdad à mettre fin au conflit. La guerre froide allait prendre fin quelques mois plus tard.

### ***La politique étrangère américaine après la guerre froide***

*« Ultiment, la meilleure stratégie à adopter afin d'assurer notre sécurité, et pour construire une paix durable, c'est d'encourager les avancées de la démocratie. Les démocraties ne s'attaquent pas les unes les autres, elles font de meilleurs partenaires commerciaux et des partenaires diplomatiques ».*

Président Bill Clinton, 1994

---

<sup>42</sup> En juillet 1985, le gouvernement israélien proposa un plan à l'Administration Reagan afin d'obtenir la libération des otages américains qui étaient détenus par des terroristes libanais. Cette affaire nommée *Iran-Contra* fut aussi connue sous le nom d'*Irangate*, en souvenir du Scandale du Watergate.

<sup>43</sup> Cottam, *Iran And...*, p. 245.

La fin de la guerre froide a vu les États-Unis d'Amérique en ressortir en tant que seule *Superpuissance* mondiale. Cette période fut caractérisée par la recherche d'une nouvelle politique externe américaine cohérente, en raison de l'état de confusion collective, qui a suivi l'effondrement du bloc soviétique. La situation internationale qui allait suivre, riche en événements de toute sorte, n'allait cependant pas tarder à leur fournir l'occasion de pouvoir en développer une nouvelle.

Alors que l'Administration Bush tentait d'en articuler une, leurs efforts coïncidèrent avec l'avènement de l'invasion irakienne du Koweït. Saddam Hussein désirait faire de l'émirat du Koweït la 19<sup>e</sup> province de son pays, en raison de ses réserves abondantes de pétrole et de sa façade sur le Golfe Persique<sup>44</sup>. La réaction internationale qui allait suivre fut rapide et pratiquement unanime. Forte de l'autorisation de l'ONU pour un recours à la force, la coalition de 30 nations, qui allaient participer à l'opération *Tempête du désert*, ne tarda pas à défaire totalement les forces de Saddam Hussein.

Lors de son allocution sur l'État de l'Union de 1991, peu avant le début des combats, le président Bush avait fait mention du concept de *nouvel ordre mondial*<sup>45</sup>. Cette nouvelle perception des rapports entre les nations, illustre le sentiment triomphaliste grandement répandu à l'époque en Occident, qui a accompagné la fin de la guerre froide. Plusieurs voyaient aussi ces événements comme étant une preuve de la supériorité morale de la démocratie et de l'économie de marché occidentale<sup>46</sup>. La

---

<sup>44</sup> Créé en 1914 sous la forme d'un protectorat britannique, l'émirat a obtenu son indépendance en 1961, mais l'Irak n'a jamais reconnu ses frontières.

<sup>45</sup> President George W Bush, "State of the Union 1991", *From Revolution to Reconstruction*, [discours en ligne]; accessible à <http://www.let.rug.nl/usa/P/gb41/speeches/su91ghwb.htm>; Internet; consulté le 29 janvier 2007.

<sup>46</sup> Robert S. Litwak, *Rogue States and U.S. Foreign Policy* (Washington, D.C. : The Woodrow Wilson Center Press, 2000) : p. 19.

nouvelle politique étrangère américaine démontrait ainsi un désir de mettre l'accent sur une sécurité collective fondée dans le droit international. L'Administration Clinton, qui allait diriger les Américains de 1993 à 2000, allait faire face à de nouveaux défis internationaux qui allaient la forcer à remodeler cette politique.

Lorsque l'Administration Clinton prit le contrôle de la Maison Blanche en janvier 1993, elle amorça une révision de sa politique externe envers l'Iran. Les premiers éléments d'une politique plus sévère virent le jour en mars 1993, lorsque le Secrétaire d'État Warren Christopher définit la République islamique d'Iran en tant que *hors-la-loi international*, en raison de son appui au terrorisme international, ainsi que pour ses efforts à se procurer des armes de destruction massive<sup>47</sup>. En agissant de la sorte, l'Administration Clinton ne ferma pas complètement la porte à un dialogue avec le régime iranien, mais fit en sorte d'affirmer clairement que ces agissements répréhensibles rendaient toutes relations normales impossibles.

Ainsi naquit la stratégie politique Clinton du *double endiguement*<sup>48</sup>, qui visait d'abord et avant tout à isoler politiquement et économiquement l'Iran et l'Irak<sup>49</sup>, mais aussi à identifier les *États voyous*, tels que la Libye et la Corée du Nord, comme faisant parti d'une classe distincte de pays dans le système international d'après guerre froide<sup>50</sup>. Le but recherché visait non seulement à les isoler des Américains, mais aussi de leurs partenaires politiques et commerciaux. On retrouve ici tous les principes fondamentaux des précédentes politiques étrangères américaines, comme quoi la démocratie est le

---

<sup>47</sup> *Ibid.*, p. 167.

<sup>48</sup> Traduction de « *dual containment policy* ».

<sup>49</sup> Mahmood Monshipouri, "U.S. Policy toward Iran in Post-war Iraq: Antagonism or Engagement?", *Muslim World*, Vol. 94, n° 4 (octobre 2004) : p. 575.

<sup>50</sup> Litwak, *Rogue States...*, p. 168.

meilleur des systèmes, et va finalement venir à bout de tout ce qui est mauvais. Par exemple, la *Stratégie nationale de sécurité d'expansion et d'engagement*<sup>51</sup> de 1994 mentionnait que : « *Les États démocratiques sont moins enclins à menacer nos intérêts, et sont plus prédisposés à coopérer avec les États-Unis afin de s'ajuster à nos problèmes de sécurité, et de promouvoir une économie de marché libre dans le but d'atteindre un développement durable*<sup>52</sup> ».

Cette politique priva l'Iran (ainsi que l'Irak) de ressources financières et d'opportunités commerciales, mais échoua dans ses efforts pour générer les changements escomptés dans les comportements politiques des deux pays<sup>53</sup>. En conséquence, Clinton signa, en août 1996 l'*Iran-Lybia Sanctions Act (ILSA)*<sup>54</sup>, dans le but de punir ces deux pays en raison d'allégations en ce qui concernait leurs implications en tant que commanditaires du terrorisme international. Depuis que ces mesures ont été prises, nous sommes en mesure de constater le profond schisme qui existe entre la vision américaine et la vision de l'Union européenne (UE), en ce qui concerne leur politique externe respective envers l'Iran. Alors que l'UE considère la République islamiste d'Iran comme un partenaire commercial qui offre des opportunités d'investissement, non seulement en raison de sa population de plus de 70 millions d'individus, mais aussi parce qu'elle est une importante ressource de pétrole et de gaz dans une région d'une importance

---

<sup>51</sup> Traduction de *National Security Strategy of Enlargement and Engagement*.

<sup>52</sup> Katerina Dalacoura, "US democracy promotion in the Arab Middle East since 11 September 2001: a critique", *International Affairs*, Vol. 81, n° 5 (2005) : p. 974.

<sup>53</sup> Monshipouri, "U.S. Policy toward Iran...", p. 575.

<sup>54</sup> Cette loi fait en sorte que les Présidents américains imposent des sanctions contre toute compagnie qui investit 40 millions \$ ou plus dans des projets pétroliers en Iran ou en Libye. Cette loi est remise en question par le Canada, l'UE, l'Australie et le Japon, ainsi que tous les alliés américains, sur le fait qu'elle viole le Droit international.

stratégique cruciale, les relations Iran – États-Unis demeurent froides et empreintes de sanctions qui sont fortement contestées par tous ses alliés<sup>55</sup>. Certains analystes considèrent en effet que l'ILSA a été mis en place afin de mettre de la pression sur l'UE et d'autres partenaires commerciaux, afin de les forcer, grâce à des amendes, à adopter la ligne de la politique externe que les Américains préconisent envers l'Iran<sup>56</sup>. L'UE a opté pour une politique d'engagement qui passe par le commerce ; les États-Unis ont choisi l'isolationnisme grâce à l'imposition de sanctions.

À la suite de toutes ces mesures d'endiguement, il est étonnant de constater le changement de ton qu'a adopté l'Administration Clinton vers la fin de son mandat. Le 12 avril 1999, des espoirs de réconciliation entre les deux nations semblèrent voir le jour, lorsque le président américain prit tout le monde par surprise en déclarant que : « *L'Iran avait fait l'objet de biens des abus de la part de nombreuses nations occidentales* », et que quelquefois : « *Il était important de comprendre que certaines nations pouvaient être fâchées en raison d'abus dont elles avaient fait l'objet de la part de nos alliés il y a 50, 100 ou 150 ans*<sup>57</sup> ». La Secrétaire d'État Madeleine Albright fit encore plus plaisir aux Iraniens, lorsque le 17 mars 2000, elle admit publiquement le rôle que jouèrent les Américains lors du renversement du gouvernement de Mossadegh, et exprima ses regrets parce que les États-Unis avaient appuyé l'Irak lors de la guerre contre l'Iran<sup>58</sup>.

---

<sup>55</sup> Ziba Moshaver, "Revolution, Theocratic Leadership and Iran's Foreign Policy: Implications for Iran-EU Relations", *The Review of International Affairs*, Vol. 3, n° 2 (hiver 2003) : p. 293.

<sup>56</sup> *Ibid.*, p. 294.

<sup>57</sup> R.K Ramazani, "Ideology and Pragmatism in Iran's Foreign Policy", *Middle East Journal*, Vol. 58, n° 4 (automne 2004) : p. 557.

<sup>58</sup> *Ibid.*

Ces déclarations font probablement suite à la tentative du président iranien de l'époque, Mohammad Khatami, d'inclure une dimension démocratique à la politique externe iranienne de la fin des années 90. Il avait en fait affirmé que la société iranienne se devait d'être moins dirigée par le clergé, plus ouverte à la libre expression, d'être une société de droit, et ce, afin qu'elle puisse plus facilement s'intégrer dans le système moderne international<sup>59</sup>.

Toutes ces portes, qui semblaient s'entrouvrir en vue d'une réconciliation, ne tardèrent cependant pas se refermer.

### ***L'après 9/11***

*« Notre guerre contre le terrorisme débute avec Al-Qaïda, mais ne s'arrête pas là. Elle ne s'arrêtera pas tant que tous les groupes terroristes d'envergure internationale n'aient pas été trouvés, arrêtés, et vaincus ».*

Président Georges W. Bush, septembre 2001

En raison du départ de l'Administration Clinton en 2000, ainsi que de l'essoufflement de sa politique du *double endiguement*, résultat du renforcement des relations diplomatiques ainsi que du commerce que les puissances européennes, la Russie et la Chine entretenaient avec l'Iran, Téhéran garda espoir d'établir de meilleures relations de travail avec la nouvelle administration républicaine. On croyait alors qu'un président provenant d'un état pétrolier comprendrait plus facilement la complexité de la

---

<sup>59</sup> *Ibid.*

région du Golfe Persique<sup>60</sup>. Les tristes événements du 11 septembre 2001 allaient forcer le régime des mollahs à faire face à une tout autre réalité.

À la suite de l'élection des républicains, les espoirs de la République islamique furent déçus, en ce sens que la nouvelle Administration Bush, obnubilée par ses intérêts avec le marché pétrolier, semblait avoir peu de soucis pour la politique internationale, et encore moins pour l'Iran. Au lieu de poursuivre la politique Clinton, le président George W. Bush fit tout en son pouvoir afin de s'en dissocier. Tout ce qu'avait fait l'Administration démocrate précédente était à son avis mauvais, et cela s'appliquait tout aussi bien à ses relations antécédentes avec l'Iran<sup>61</sup>.

Se produisirent alors les attaques terroristes contre le *World Trade Center* à New York ainsi que sur le Pentagone à Washington.

La réaction iranienne à ces attaques fut à la fois immédiate et surprenante. De tous les pays islamiques du Moyen-Orient, le régime iranien fut celui qui exprima son plus profond désaccord avec ces attaques, et celui qui fournit la plus grande empathie avec la position américaine<sup>62</sup>. Au lieu de célébrer devant les caméras, comme le firent certaines sociétés musulmanes, d'importantes portions de la société iranienne, incluant le clergé et le gouvernement, exprimèrent leur indignité devant ces actes, et transmirent leurs condoléances aux familles des disparus.

La réponse du président américain à ces attaques représente une rupture totale avec la position qu'il avait lui-même adoptée durant la campagne présidentielle de 2000.

---

<sup>60</sup> Anoushiravan Ehteshami, "Iran-Iraq Relations after Saddam", *The Washington Quarterly*, Vol 26, n° 4 (automne 2003) : p. 122.

<sup>61</sup> Ansari, *Confronting Iran...*, p. 179.

<sup>62</sup> Ansari, *Confronting Iran...*, p. 181.

On ne parlerait maintenant plus de Bush comme de celui qui était « *un isolationniste mou qui avait notamment promis de mener une nation humble*<sup>63</sup> ». Il se transforma en croisé international avec la vision d'un monde démocratique, et qui était prêt à utiliser toute la puissance militaire américaine pour parvenir à ses fins. On passa donc rapidement de la politique de *double endiguement* de Clinton, à une politique isolationniste en 2000, pour enfin s'établir dans une stratégie de guerre contre la terreur « *dont le but sera atteint lorsque les Américains et les autres nations civilisées autour du globe pourront mener une vie sans avoir à craindre des attaques terroristes*<sup>64</sup> ».

En fait, lorsque le président Bush affirma, lors de son allocution du 29 janvier 2002 sur l'État de l'Union, que l'Iran, l'Irak et la Corée du Nord faisaient tous parti de *l'axe du mal*, cette nouvelle orientation de la politique étrangère américaine ne marqua pas seulement le début d'une nouvelle guerre contre le terrorisme, mais cela fit aussi de la doctrine de *guerre préventive* la clé de voûte de la stratégie américaine de l'ère post-11 septembre 2001<sup>65</sup>.

Cette nouvelle stratégie démontre un changement profond dans la politique étrangère des États-Unis. Elle établit le fait que les Américains conservent l'option d'attaquer préventivement tout ce qui représente une menace sérieuse à leur sécurité nationale. Plus la menace est sérieuse, plus grand est le risque de ne pas intervenir. En conséquence, les États-Unis vont, si besoin est, agir préventivement afin d'empêcher ou

---

<sup>63</sup> Ivo H. Daalder et James M. Lindsay, *America Unbound: The Bush Revolution in Foreign Policy* (Washington, D.C. : Bookings Institution Press, 2003), p. 79.

<sup>64</sup> Dr. Stephen D. Biddle, "American Grand Strategy after 9/11: An Assessment", Avril 2005 [document en ligne]; accessible à <http://www.strategicstudiesinstitute.army.mil/pdf/PUB603.pdf>; Internet; consulté le 7 février 2007, p. 13.

<sup>65</sup> Monshipouri, "U.S. Policy toward Iran...", p. 565.

de prévenir toute attaque de l'ennemi. Les conséquences de ce changement de politique se sont d'ailleurs matérialisées lors de l'invasion américaine de l'Irak en 2003<sup>66</sup>.

Lorsque le président Bush parle de l'Iran, il mentionne constamment que : « *Toutes les options sont sur la table* » ; une façon non cachée de dire que Washington n'hésitera pas à employer la force contre Téhéran si toutes les autres options échouent<sup>67</sup>.

La doctrine Bush a fait en sorte que le régime iranien a dû ajuster ses relations avec Washington. Ayant vu le régime de Saddam Hussein être remplacé par la force, Téhéran se voit maintenant dans la ligne de tir des Américains. Les multiples problèmes auxquels font en ce moment face les forces américaines en Irak ne sont certainement pas étrangers à cette situation, et changent nécessairement la mise. Les menaces américaines ne réussissent pas à dissimuler le fait qu'ils ne possèdent pas véritablement d'options militaires contre l'Iran<sup>68</sup>.

Le gouvernement iranien a certainement fait le calcul que les Américains ne pourront pas s'engager sur un front additionnel tant qu'ils n'auront pas réglé les problèmes auxquels ils font face en Afghanistan et en Irak. La Corée du Nord demeurant quant à elle encore et toujours un pion important sur l'échiquier international.

Il est donc grandement temps que les deux gouvernements engagent des discussions franches et constructives, afin de dénouer une relation tendue qui ne pourrait s'éterniser.

---

<sup>66</sup> *Ibid.*

<sup>67</sup> Ray Takeyh, "Time for Détente With Iran", *Foreign Affairs*, Vol. 86, n° 2 (mars/avril 2007), p. 18.

<sup>68</sup> *Ibid.*

## Chapitre 2 – Le « problème » iranien : les enjeux.

*« Qui connaît l'autre et se connaît, en cent combats ne sera point défait. »*

Sun Tzu, IV<sup>e</sup> siècle av. J.-C.

Toute personne qui désire comprendre pourquoi la République islamique d'Iran interagit à l'heure actuelle avec la communauté internationale d'une manière qui peut sembler souvent incompréhensible à nous, Nord-Américains qui vivons sur un continent récemment peuplé et isolé entre deux océans, se doit d'étudier son histoire et sa situation géopolitique.

L'Iran est une terre rude, environ de la même superficie que le Québec, situé entre la mer Caspienne et le Golfe Persique. Possédant une frontière commune avec 15 autres nations, ce pays est dominé au Nord et à l'Ouest par des chaînes de montagnes, tandis que le centre est une vaste étendue désertique. Classé 18<sup>e</sup> au niveau international, autant par sa superficie que pour sa population de plus de 68 millions d'habitants, l'Iran, avec un produit national brut de 570 milliards de dollars (en 2005) et un produit intérieur brut de 8 400 dollars par habitant, possède la seconde économie de la région du Golfe Persique.

Quatrième producteur de pétrole au monde et deuxième exportateur de l'Organisation de pays exportateurs de pétrole (OPEP), l'Iran possède aussi la seconde plus importante réserve de gaz naturel mondial, et en est le huitième producteur<sup>69</sup>. Les principaux pays importateurs de pétrole iranien provenant en majorité de l'Asie (Japon, Chine et Corée du Sud), ses réserves imposantes de ressources naturelles et sa position

---

<sup>69</sup> The World Factbook, "Iran", 19 décembre 2006 [article en ligne]; accessible à <https://www.cia.gov/cia/publications/factbook/geos/ir.html#Econ>; Internet; consulté le 16 janvier 2007.

stratégique dans le Golfe Persique font en sorte que l'Iran occupe une place extrêmement importante sur l'échiquier économique mondial.

La plus grande partie de ses habitants vit dans le Nord et dans l'Ouest, où est située sa capitale Téhéran. Les deux tiers des Iraniens descendent d'anciens Persans. Il y a cependant d'importantes minorités : vingt-cinq pour cent sont d'origine turque, il y a des Kurdes dans le Nord-Ouest, des Arabes tout le long du Golfe et des Balouches habitent dans l'Est. Presque tous les Iraniens sont de confession chi'ite (90 %), tandis que les Kurdes et les Arabes sont sunnites (10 %). Les autres religions qui sont reconnues par la Constitution iranienne sont les chrétiens, les juifs et les zoroastriens<sup>70</sup>. La minorité baha'ie, qui compte plus de 300 000 adeptes, fait toujours l'objet de persécution, et ce, depuis de nombreuses années.

### ***Politique et leadership iranien***

L'actuel président de l'Iran, est le très controversé Mahmoud Ahmadinejad. Élu en 2005, il est la plus haute autorité de l'État, après le guide de la révolution, qui est en ce moment l'ayatollah Ali Hossein Khamenei (depuis 1989). Seule théocratie dans le monde (le pouvoir réside dans les mains du clergé), la République islamique d'Iran, quoiqu'en disent de nombreuses critiques, possède néanmoins un système électoral qui *s'inspire* des démocraties occidentales.

Ahmadinejad, dont l'idéologie personnelle est centrée vers le dogme religieux et un mode de vie austère donné au service des pauvres, fut élu à la suite des promesses économiques qu'il a faites aux plus démunis de la société iranienne, soit les pauvres et les

---

<sup>70</sup> Paule Meunier, *Le grand livre du Monde* (Montréal : Sélection du Reader's Digest, 1988), pp. 328, 329.

sans-emplois<sup>71</sup>. Tout au long de sa campagne, il n'a jamais fait mention de politique extérieure, et il n'a jamais semblé y être particulièrement intéressé. Ceux qui l'ont élu l'ont fait dans l'espoir d'améliorer leur bien-être économique<sup>72</sup>. Cependant, près de deux ans après son élection, l'économie du pays ne s'est pas améliorée, et ses promesses électorales demeurent donc inaccomplies. Conséquemment, un certain mécontentement à son endroit commence à s'installer dans le pays.

C'est probablement une des raisons pour laquelle il a récemment fait des déclarations à l'emporte-pièce à l'endroit d'Israël et des États-Unis, mettant ainsi en place une politique externe des plus controversées. Il tente ainsi de détourner l'attention de ses compatriotes, des véritables problèmes auxquels ils doivent faire face quotidiennement. S'il avait vraiment voulu être honnête dans sa démarche, il aurait fait part de ses vues, en ce qui concerne la politique externe de l'Iran, lors de la dernière élection. Car la politique étrangère américaine courante, soit la doctrine de *guerre préventive*, clé de voûte de la stratégie américaine de l'ère post-11 septembre 2001, était bel et bien en force depuis plus de trois années lors de la dernière campagne électorale iranienne.

Il est aussi un manipulateur très rusé, qui tente de susciter l'indignation publique dans une région chaotique. Il a compris que les problèmes en Irak, en Palestine, ainsi que l'incapacité des autres chefs arabes à se tenir debout devant Washington, ont créé de grands ressentiments antiaméricains à la grandeur du Moyen-Orient. Il désire être perçu comme celui qui ne plie pas l'échine<sup>73</sup>.

---

<sup>71</sup> Fariborz Mokhtari, "Mahmud Ahmadinejad's...", p. 356.

<sup>72</sup> *Ibid.*, p. 359.

<sup>73</sup> Takeyh, "Time for Détente...", p. 24.

La visite du 13 janvier 2007 du président Ahmadinejad au président vénézuélien Hugo Chavez, sa deuxième en moins de cinq mois, démontre qu'il désire d'abord et avant tout resserrer les liens avec des dirigeants qui ont des convictions antiaméricaines dans le centre et le sud des Amériques. En agissant de la sorte, il cherche certainement à étendre son influence et à obtenir des appuis au sein de la communauté internationale, ou à tout le moins à créer une certaine dissension dans une certaine portion des pays membres des Nations unies.

### *Politique étrangère iranienne*

La politique étrangère d'un pays est normalement fondée sur ce que le peuple et les responsables gouvernementaux d'une nation perçoivent comme étant leurs intérêts nationaux. Il n'est certainement pas faux de prétendre qu'en raison de leur situation géostratégique ainsi que de leur histoire mouvementée, les Iraniens ont développé une mentalité d'assiégé<sup>74</sup>. Encerclés par des peuples et des nations souvent hostiles qui leurs sont culturellement et ethniquement différents, un simple regard à quelques événements des deux derniers siècles suffit à nous en convaincre.

Au cours des XIXe et XXe siècles, l'Iran eut à faire face aux poussées colonialistes des Russes au Nord et des Britanniques au Sud. La découverte d'immenses réserves de pétrole, au début du siècle dernier, attira les Britanniques qui mirent en place, dans le sud du pays, leur pouvoir économique et politique. Dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, les Soviétiques tentèrent de fomenter la sécession des provinces de l'Azerbaïdjan et du Kurdistan, et finalement Saddam Hussein envahit en 1980 la province

---

<sup>74</sup> Hoveyda, "Iran and ...", p. 16.

du Khouzistan, qui mena à une guerre de huit ans qui fit plus d'un million de morts du seul côté iranien. Il est donc parfaitement compréhensible que tous les gouvernements iraniens aient donné, et continuent d'accorder une grande priorité aux besoins de défense de leur pays<sup>75</sup>.

En ce sens, la politique qu'appliqua le schah en achetant de l'armement sophistiqué aux Américains, et en entamant un programme nucléaire, ne diffère pas particulièrement de celle qu'applique aujourd'hui le régime islamique iranien. Par exemple, le schah prétendait lui aussi que le programme nucléaire iranien était à but pacifique. La plus grande différence se retrouve maintenant dans l'appui que le présent régime apporte à des groupes tels le Hezbollah, et certaines autres prétendues organisations terroristes<sup>76</sup>.

Cet appui, qui concerne essentiellement la politique iranienne de non-reconnaissance de l'État d'Israël, s'est soldé par de profonds changements dans les relations déjà pénibles qu'entretenaient la République islamique et les États-Unis, lorsqu'au lendemain des attaques terroristes du 11 septembre 2001, le gouvernement Bush a inclus l'Iran comme un membre de l'*Axe du mal*. À partir de ce moment, le gouvernement iranien s'est senti visé par cette nouvelle doctrine, qui vise notamment à remplacer les régimes qui sont au contrôle des pays membres de ce groupe.

En conséquence, alors que la République islamique iranienne aurait dû accueillir avec ravissement l'invasion de l'Irak par les forces américaines, elle s'est soudainement retrouvée non préparée et non disposée à fournir une quelconque aide directe aux efforts de ces derniers. La raison est simple et facilement compréhensible : advenant une défaite

---

<sup>75</sup> *Ibid.*

<sup>76</sup> *Ibid.*

rapide du gouvernement irakien, l'Iran pourrait vraisemblablement et rapidement devenir la prochaine cible de Washington. Pourquoi le gouvernement iranien devrait-il aider à renverser Saddam Hussein, alors qu'un succès rapide aurait peut-être facilité les efforts des États-Unis à remplacer le régime en place à Téhéran<sup>77</sup> ? Ce sont ces considérations, et bien d'autres de nature historique, par exemple le rôle que jouèrent les Américains lors du renversement du gouvernement de Mossadegh, ou l'appui américain aux Irakiens lors de la guerre contre l'Iran, qui font en sorte que ce pays opte à l'heure actuelle pour une politique externe extrêmement hostile envers les Américains.

Donc, la politique externe iranienne est encore une fois fortement influencée par la peur d'un encerclement, mais cette fois-ci par les Américains. Presque tous les pays de la région du Golfe Persique sont les hôtes de forces militaires américaines. L'Irak est occupé par les troupes de Washington, tandis que l'Afghanistan et le Pakistan sont maintenant de proches alliés des États-Unis<sup>78</sup>.

La crise nucléaire qui fait actuellement rage entre l'Iran et la communauté internationale a aussi forcé le régime iranien à modifier considérablement sa politique de relations externes. Après avoir refusé, en juillet 2004, de ratifier un protocole du Traité de non-prolifération nucléaire, qui aurait donné plus de liberté aux inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) à l'intérieur des frontières iraniennes, le ministre iranien de la défense a averti la communauté internationale du fait que : « *Si l'Iran suspectait une puissance étrangère [plus spécifiquement les États-Unis ou Israël] de préparer une frappe contre ses installations nucléaires, elle pourrait fort bien lancer*

---

<sup>77</sup> Ehteshami, "Iran-Iraq...", pp. 122, 123.

<sup>78</sup> Monshipouri, "U.S. Policy toward Iran...", p. 575.

*sa propre attaque préventive, et qu'un des objectifs pourrait bien être les forces américaines qui se trouvent en ce moment en Irak*<sup>79</sup> ».

Sur un ton plus positif, le gouvernement iranien n'est certainement pas fermé à toute forme de collaboration de nature diplomatique ou économique avec d'autres pays occidentaux ou des nations démocratiques. Par exemple, les relations entre l'Iran et l'UE sont fonctionnelles en raison de deux causes principales ; soit l'existence d'intérêts économiques communs, ainsi que la politique américaine d'endiguement de l'Iran<sup>80</sup>.

### ***L'Iran : un État voyou victime de sanctions***

À la suite de l'allocution du président George W. Bush au Congrès et au peuple américain le 20 septembre 2001 dernier, déclaration au cours de laquelle il a affirmé que la République islamique d'Iran faisait parti de l'*Axe du mal*<sup>81</sup>, au même titre que l'Irak et la Corée du Nord, certains n'ont pas hésité à la qualifier d'État *manqué*<sup>82</sup> (*Failed State*) au même titre que la Côte d'Ivoire (3<sup>e</sup>) ou encore Haïti (10<sup>e</sup>). Selon le Comité international de la Croix rouge, « un État manqué est caractérisé par l'absence de toute structure officielle qui est capable de garantir l'ordre et la justice, et est toujours le

---

<sup>79</sup> James Fallows, "Will Iran Be Next?", *The Atlantic Monthly*, Vol. 294, n° 5 (décembre 2004) : p. 99.

<sup>80</sup> Moshaver, "Revolution...", p. 284.

<sup>81</sup> President George W. Bush, "Address to a Joint Session of Congress and the American People", *The White House*, News releases for September 2001, 20 septembre 2001 [discours en ligne]; accessible à <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2001/09/20010920-8.html>; Internet; consulté le 31 octobre 2006.

<sup>82</sup> L'Institut d'études politiques de Paris traduit le terme *Failed States* de cette façon.

*résultat de situations de violence non contrôlée qui empêchent les autorités constituées de fonctionner correctement*<sup>83</sup> ».

Figurant au 53<sup>e</sup> rang de la liste des pays *manqués* de 2006<sup>84</sup>, il serait certainement plus approprié d'utiliser le qualificatif d'*État voyou*<sup>85</sup> (*Rogue State*), l'Iran n'étant certainement pas en ce moment au bord de la rupture et de l'anarchie. Il est d'ailleurs intéressant de noter qu'à partir de 2006, presque tous les pays mondiaux figurent sur cette liste ; le Canada y occupe la 139<sup>e</sup> place sur 146.

Selon Galia Glume, chercheuse au Centre d'études des crises et des conflits internationaux (CECRI) de l'université catholique de Louvain : « *Le concept 'd'État voyou', synonyme d'État 'paria' ou 'hors-la-loi', occupe depuis la fin de la guerre froide une place de premier ordre dans la politique étrangère américaine – et dans celle d'autres membres de la communauté internationale*<sup>86</sup> ». Loin de faire l'unanimité dans le domaine international, ce concept fait l'objet de nombreuses critiques, aussi bien aux États-Unis qu'à l'étranger. Il n'est cependant pas sans lien avec l'idée même de la sécurité collective<sup>87</sup>.

Malgré toutes les critiques reliées à ce concept, il ne faudrait certainement pas passer sous silence le fait que la République islamique d'Iran fait actuellement l'objet de

---

<sup>83</sup> Daniel Thürer, "L'État déstructuré et le droit international", *Revue internationale de la Croix-Rouge*, été 2001 [revue en ligne]; accessible à <http://www.icrc.org/Web/fre/sitefre0.nsf/html/5FZGHM>; Internet; consulté le 16 janvier 2007.

<sup>84</sup> The Fund for Peace, "Failed States Index 2006", accessible à <http://www.fundforpeace.org/programs/fsi/fsindex2006.php>; Internet; consulté le 11 janvier 2007.

<sup>85</sup> Traduction de l'américain *Rogue State*, il désigne de manière générale un État en rupture de ban avec les règles de la vie internationale.

<sup>86</sup> Galia Glume, "État voyou", *Opérations de paix*. Université de Montréal [texte en ligne]; accessible à <http://www.operationspaix.net/-Etat-voyou->; Internet; consulté le 16 janvier 2007.

<sup>87</sup> *Ibid.*

sanctions commerciales et économiques touchant directement les domaines de la balistique et de la technologie. Ces sanctions ont dû être adoptées en réponse à son refus de cesser ses activités nucléaires controversées, comme l'enrichissement et le retraitement d'uranium, ainsi que les projets de réacteurs à eau lourde, de manière vérifiable par l'AIEA, dans le cadre de la résolution 1737 du Conseil de sécurité des Nations unies<sup>88</sup>. Multipliant en plus les déclarations incendiaires au sujet d'Israël, en ce sens l'Iran est certainement un pays qui n'a en ce moment pas l'intention de s'aligner avec le reste de la communauté internationale.

Il y a cependant un fait intéressant à noter, soit la signification réelle des résultats des élections municipales iraniennes de décembre 2006. Lors de ces dernières, les partisans du président Ahmadinejad ont obtenu des résultats très décevants. Ce fut fort probablement la façon avec laquelle la population iranienne a exprimé son désaccord en regard des politiques qui sont actuellement mises de l'avant par leur président<sup>89</sup>. Il y a fort à parier que dans un avenir rapproché, on perçoive un quelconque changement d'orientation de la politique externe iranienne.

### ***Le nucléaire iranien***

*« Le rôle du nucléaire dans la production [iranienne] de l'énergie électrique est très secondaire et ne se justifie pas économiquement ».*

Hadi Zamani, 13 février 2006  
Économiste et consultant international iranien

---

<sup>88</sup> Conseil de sécurité des Nations unies, "Le conseil de sécurité frappe de sanctions l'Iran face aux risques de prolifération que fait encourir son programme nucléaire", CS/892823, 23 décembre 2006 [document en ligne]; accessible à <http://www.un.org/News/fr-press/docs/2006/CS8928.doc.htm>; Internet; consulté le 16 janvier 2007.

<sup>89</sup> Takeyh, "Time for Détente...", p. 26.

Depuis l'été 2002, lorsque le monde apprit pour la première fois que la République islamique d'Iran possédait une installation nucléaire secrète qui aurait pour but l'enrichissement de l'uranium, nombreux ont été les histoires et les commentaires qui ont fait les manchettes de la presse internationale, en ce qui concerne les prétendues *ambitions nucléaires iraniennes*. La quête nucléaire iranienne date cependant d'une période bien antérieure à 2002.

Le début des recherches iraniennes dans le domaine nucléaire remonte à 1950 sous le règne du schah, alors que les Américains puis des Européens fournirent de l'aide technique. La révolution de 1979 mit un arrêt temporaire à ces travaux, et ce furent les Russes qui les aidèrent à le remettre rapidement en marche. Grâce à l'énergie nucléaire, l'Iran, qui n'en tire encore aucun bénéfice, espère produire pour 6 000 MW d'électricité d'ici 2010<sup>90</sup>.

Le programme nucléaire iranien est au cœur des tensions qui divisent présentement les États-Unis et l'Iran, ainsi qu'une bonne partie de la communauté internationale. Il existe à ce sujet un fossé considérable entre la vision iranienne, quant à l'utilisation de cette énergie, et celle de l'Occident.

La République islamique d'Iran étant déjà perçue comme une menace, non seulement par les Américains et les Israéliens, mais aussi par certains gouvernements arabes modérés de la région du Golfe Persique, la seule pensée qu'elle puisse développer et acquérir une capacité nucléaire qui lui permettrait de procéder à ses rêves expansionnistes accroît considérablement cette perception. Cette seule éventualité est intolérable et inacceptable pour de nombreux pays.

---

<sup>90</sup> Iran Daily, "Nuclear Power Plants Will Generate 6,000MW by 2010", *Domestic Economy*, 7 novembre 2005 [article en ligne]; accessible à <http://www.iran-daily.com/1384/2419/pdf/i3.pdf>; Internet; consulté le 29 janvier 2007.

L'inquiétude de tous ces pays peut facilement être résumée grâce à une déclaration du ministre des Affaires étrangères de l'Arabie Saoudite, lorsqu'il a dit en février 2006 : « *Où est-ce que l'Iran va utiliser ces armes [nucléaires] ? Si leur intention est de bombarder Israël, et bien ils vont aussi tuer les Palestiniens, les Jordaniens, les Syriens, et les Saoudiens*<sup>91</sup> ». En fait, de nombreux pays du Moyen-Orient ont déjà réagi à la situation et ont ouvertement fait part de leur frustration quant à l'incapacité de la communauté internationale, et plus particulièrement du Conseil de sécurité des Nations unies, à forcer Téhéran à mettre un terme à ses aspirations nucléaires<sup>92</sup>. Par exemple, l'Égypte a annoncé en septembre 2006 qu'elle *réanimait* son programme nucléaire. Le Maroc, l'Arabie Saoudite (dans une moindre mesure), et certains autres pays arabes ont par la suite fait des déclarations similaires.

Pourtant, en 1970 l'Iran a apposé sa signature sur le Traité de non-prolifération nucléaire. Ce faisant, il s'engageait à ne pas fabriquer d'armes nucléaires, et à ne pas tenter de s'en procurer. Depuis cette époque, il y a eu bien des changements dans ce pays, ce qui rend la valeur de cette signature bien symbolique. Les Américains (et les Occidentaux) croient que le programme nucléaire civil iranien a comme but caché de produire du matériel qui permettrait de produire des armes nucléaires. Leurs doutes se fondent sur la récente non-coopération iranienne envers les inspecteurs de l'AIEA, qui rend impossible la poursuite d'inspections efficaces dont le but est de s'assurer que l'on ne cherche pas à développer de telles armes. Ces doutes ont d'ailleurs fait l'objet d'un

---

<sup>91</sup> Salama, Sammy, et Heidi Weber, "The Emerging Arab Response to Iran's Unabated Nuclear Program", *Monterey Institute for International Studies, Center for Nonproliferation Studies*, 22 décembre 2006 [article en ligne]; accessible à [http://www.nti.org/e\\_research/e3\\_83.html](http://www.nti.org/e_research/e3_83.html); Internet; consulté le 12 avril 2007, p. 3.

<sup>92</sup> *Ibid*, p. 1.

rapport du directeur de l'AIEA le 31 août 2006<sup>93</sup>. Forts de ce rapport, les Américains ont fait pression afin que le Conseil de sécurité des Nations unies adopte des sanctions contre la République islamique. Le 23 décembre 2006, une résolution imposant des sanctions à l'Iran pour la poursuite de son programme nucléaire était finalement adoptée. Cette résolution est encore en vigueur aujourd'hui, et en conséquence 38 inspecteurs de l'AIEA se sont même vus, le 22 janvier 2007 dernier, refuser l'entrée en Iran, car leurs noms figuraient depuis le 23 décembre 2006 sur une *liste noire* établie par une commission spéciale du parlement de la République islamique. Loin de s'améliorer, la situation s'envenime donc malheureusement.

Même si l'on doit se poser la question « *à savoir si un pays immensément riche en hydrocarbures, en énergie solaire inexploitée et en énergie hydraulique, a vraiment besoin de centrales nucléaires*<sup>94</sup> », il serait cependant erroné de nier le droit aux Iraniens de posséder de telles centrales qui pourraient leur permettre de produire de l'électricité. Même si l'environnement sociopolitique iranien est complexe et tend à changer fréquemment, il y existe un sentiment général que les technologies de pointe et plus spécifiquement que la capacité nucléaire représentent un symbole de modernité<sup>95</sup>.

Le gouvernement iranien apporte aussi un solide argument lorsqu'il mentionne que 20 % de son électricité est déjà produite par des turbines hydro-électriques, et que ses réserves de pétrole et de gaz ont trop de valeur pour être utilisées à cette fin<sup>96</sup>. Avec tous

---

<sup>93</sup> Agence internationale de l'énergie atomique, "Implementation of the NPT Safeguards Agreement in the Islamic Republic of Iran", *Board of Governors*, 31 août 2006 [rapport en ligne]; accessible à <http://www.iaea.org/Publications/Documents/Board/2006/gov2006-53.pdf>; Internet; consulté le 30 janvier 2007.

<sup>94</sup> Yann Richard, "L'islam politique en Iran", *Politique étrangère*, n° 1:2005 (mars 2005) : p. 70.

<sup>95</sup> Rogers, *Iran: consequences...*, p. 5.

les problèmes environnementaux qui sont actuellement créés par les gaz à effet de serre, il n'y a qu'un pas à franchir et suggérer que l'Iran pourrait aussi mentionner qu'elle fait sa part et contribue ainsi, grâce à ces efforts, à éviter un réchauffement de la planète ; mais ce ne sont certainement pas ici que résident ses préoccupations premières.

Bien que personne ne puisse affirmer avec certitude qu'un régime iranien qui posséderait l'arme nucléaire s'en servirait pour attaquer Israël, il est certain que cela lui fournirait une grande puissance à l'échelle régionale. Dans leur clairvoyance, grâce au vide créé en Asie centrale et au Moyen-Orient, les dirigeants iraniens ont profité de tous les avantages que cette situation lui a procurés à la suite du démantèlement de l'Union Soviétique, afin de tenter d'obtenir la suprématie régionale<sup>97</sup>. L'opération américaine subséquente en Irak n'a fait que renfoncer la situation. En effet, la fin de la guerre froide, ainsi que sa situation géopolitique unique, font en sorte que l'Iran est en mesure d'occuper naturellement une position de puissance régionale<sup>98</sup>.

En conséquence, la raison pour laquelle les États-Unis d'Amérique ne désirent pas que l'Iran possède d'armes nucléaires n'est pas uniquement fondée sur les menaces à l'existence même d'Israël, qui viennent d'être portées par le régime iranien en place à l'heure actuelle, ou encore au fait que ce dernier pourrait fournir de telles armes à des groupes terroristes. Elle réside d'abord et avant tout dans le fait qu'advenant une telle acquisition, comme discuté précédemment, l'instabilité qui serait créée dans la région serait telle que d'autres pays, comme l'Arabie Saoudite, la Syrie ou l'Égypte, considéreraient fort probablement de s'engager dans un programme de développement en

---

<sup>96</sup> *Ibid.*

<sup>97</sup> Jim Saxon, "Reshaping Our Iran Policy", *The National Interest*, n° 87 (janvier/février 2007) : p. 42.

<sup>98</sup> Takeyh, "Time for Détente...", p. 26.

vue de faire l'acquisition d'une capacité similaire<sup>99</sup>. Même si ces pays avaient bien du rattrapage technologique à faire, maintenir la stabilité entre des États aussi instables deviendrait par la suite extrêmement difficile.

Néanmoins, bien des dirigeants politiques américains considèrent qu'une République islamique iranienne, qui posséderait l'arme nucléaire, serait une république belliqueuse, et qu'en prenant en considération les suppositions qui viennent tout juste d'être mentionnées au sujet des intentions de ce régime, cela se traduit en une menace directe contre les intérêts nationaux américains<sup>100</sup>.

Dans le pire des scénarios, si jamais la République islamique d'Iran parvenait à se procurer une arme nucléaire, elle pourrait fort bien en équiper ses nouveaux missiles balistiques *Shihab-3*. Une telle arme fournirait à l'Iran un pouvoir d'intimidation énorme à l'égard des autres pays de la région, et risquerait grandement de nuire à l'équilibre précaire qui y existe en ce moment. Avec une portée de 1 930 km, Israël pourrait même être atteint<sup>101</sup>.

### ***Relations avec Israël***

*« J'appelle le monde qui n'a pas arrêté la Shoah, à geler les investissements en Iran et à empêcher un nouveau génocide. »*

Benjamin Netanyahou, Conférence d'Herzliya, 21 janvier 2007

---

<sup>99</sup> Richard N. Haass, "Regime Change and Its Limits", *Foreign Affairs*, Vol. 84, n° 4 (juillet/août 2005) : p. 75.

<sup>100</sup> Saxon, "Reshaping...", p. 42.

<sup>101</sup> Global Security.Org, "Shahab-3 / Zelzal-3", extrait de *Weapons of Mass Destruction*, [document en ligne]; accessible à <http://www.globalsecurity.org/wmd/world/iran/shahab-3.htm>; Internet; consulté le 30 janvier 2007.

Les relations extrêmement tendues entre Israël et la République islamique d'Iran sont un des facteurs majeurs de discorde qui nuisent non seulement à la stabilité de toute la région du Moyen-Orient, mais aussi aux relations américano-iraniennes. Loin de pouvoir être qualifiées d'avenantes depuis l'époque de la révolution islamique de 1979, le président Ahmadinejad n'a fait qu'envenimer la situation lorsque, prenant parole lors d'un rassemblement devant plusieurs milliers de personnes dans la province du Sistan-Baloutchistan le 14 décembre 2005, il a affirmé que l'holocauste était un mythe, et que l'Europe devait créer un État juif en Europe afin de remplacer celui qui existe déjà. Il n'est pas surprenant que cette déclaration fit rapidement le tour du monde et déclenchât de vives réactions.

Non satisfait de ce seul message, le président iranien a rajouté de l'huile sur le feu tout au long de l'année 2006, allant même jusqu'à affirmer qu'Israël devait être rayé de la carte, pour finalement conclure avec la conférence de Téhéran sur l'holocauste en décembre 2006. Toutes ces actions ont finalement mené à une résolution de l'Assemblée générale des Nations unies qui « [...] *condamne sans réserve tout déni de l'holocauste et engage vivement tous les États membres à rejeter sans réserve le déni de l'holocauste en tant qu'événement historique, qu'il soit total ou partiel, ou toute activité menée en ce sens*<sup>102</sup> ». Cette dernière, qui vise d'abord et avant tout à envoyer un message clair à l'Iran, mais sans la nommer, fut adoptée le 26 janvier 2007.

À la suite de toutes ces manœuvres et déclarations incendiaires du régime iranien, il y a lieu de se poser une question essentielle. Quelles sont les raisons qui sont cachées

---

<sup>102</sup> Assemblée générale des Nations unies, "L'assemblée générale réitère sa condamnation de tout déni de l'holocauste dans un texte qui compte 103 coauteurs sur 192 états membres", AG/10569, 26 janvier 2007 [document en ligne]; accessible à [http://www.un.org/News/fr-press/docs/2007/AG10569\\_doc.htm](http://www.un.org/News/fr-press/docs/2007/AG10569_doc.htm); Internet; consulté le 5 février 2007.

derrière cette négation persistante, dans l'idéologie et la stratégie du gouvernement iranien ? La réponse que l'on donne à cette question est certainement d'une importance cruciale pour l'avenir de l'État israélien, ainsi que pour les relations futures entre la République islamique et l'Amérique. Plusieurs tentatives de réponses peuvent être proposées.

Tout d'abord, s'agit-il d'une haine viscérale qu'entretient le peuple iranien envers le peuple juif ? Probablement pas, car outre l'appui iranien au mouvement Hezbollah<sup>103</sup> ainsi qu'un appui moral et financier au mouvement de résistance islamique Hamas<sup>104</sup>, les deux nations n'ont jamais vraiment eu d'affrontement ou de conflit direct. Une telle haine aurait peut-être sa raison d'être si les deux peuples avaient été localisés sur le même territoire ou avaient à tout le moins été voisins ; ce qui n'est pas le cas. Cette raison n'est fort probablement pas sa motivation première.

Le gouvernement iranien tente-t-il d'atteindre les États-Unis en passant par Israël ? Même si les déclarations de Mahmoud Ahmadinejad provoquent de vives réactions de la part des Américains, il possède à l'heure actuelle, grâce notamment au conflit qui sévit en Irak, bien d'autres façons plus efficaces de le faire.

---

<sup>103</sup> Terrorwatch, "Hezbollah", [document en ligne]; accessible à <http://www.terrorwatch.ch/fr/hizballah.php>; Internet; consulté le 5 février 2007. Selon ce site français, le Hezbollah est un mouvement chiite fondamentaliste créé en 1983 au Liban avec pour objectif la création d'un état islamique sur le modèle iranien, et l'élimination de toute présence non islamique au Moyen-Orient. Son budget annuel est évalué à 100 millions de dollars (1995), qui sont en grande partie couverts par l'aide accordée par l'Iran.

<sup>104</sup> Terrorwatch, "Mouvement de la Résistance Islamique, Hamas", [document en ligne]; accessible à <http://www.terrorwatch.ch/fr/hamas.php>; Internet; consulté le 5 février 2007. Selon ce site français, le Hamas s'inspire de l'idéologie des *Frères musulmans*, implantés dans les territoires occupés - dont il se définit comme sa *Branche Palestinienne* - et est de tendance sunnite. Principal rival de l'OLP dans les territoires occupés par Israël, Hamas a bénéficié des échecs de Yasser Arafat sur le plan international, particulièrement après la guerre du Golfe. Il s'oppose à toute négociation avec Israël et est responsable de nombreux attentats en Israël. Le Hamas bénéficie d'un large appui auprès des pays musulmans. Il est entre autres financé par l'Arabie Saoudite et par l'Iran. Depuis 1993, le Hamas dispose d'un bureau à Téhéran. Sur un budget annuel estimé à 30 millions de dollars, l'Iran lui apporterait une aide financière annuelle de 10 millions de dollars.

Yigal Carmon, qui est président de l'Institut d'étude des médias du Moyen-Orient (MEMRI), propose une hypothèse très intéressante en réponse à notre première question. Selon lui, le but principal est « *La volonté [du gouvernement iranien] de nier toute légitimité à la création et à l'existence de l'État d'Israël entendu comme un refuge pour les Juifs, après l'holocauste*<sup>105</sup> ». En niant l'existence même de l'événement, le président Ahmadinejad et les hauts dirigeants iraniens « *S'élèvent contre l'idée que ce 'mythe' puisse justifier la création d'Israël en Palestine*<sup>106</sup> ».

Lorsque l'on met les déclarations provocatrices du président iranien dans le contexte du programme nucléaire civil iranien qui aurait comme but caché de produire du matériel qui permettrait de produire des armes nucléaires, il n'y a pas un grand pont à franchir pour affirmer que tous les ingrédients sont présentement en place pour le déclenchement possible d'un conflit majeur. C'est d'ailleurs une des raisons principales pour laquelle le très sérieux *Bulletin of Atomic Scientists* a, le 18 janvier 2007, avancé de deux minutes sa symbolique *horloge de l'Apocalypse*<sup>107</sup>.

Les réactions américaines sont d'ailleurs virulentes. Même John Edwards, candidat à l'investiture démocrate, a déclaré en janvier 2007 à l'occasion de la conférence d'Herzliya que : « *L'Iran menace la sécurité d'Israël et du monde entier [...] Nous devons envisager toutes les options pour l'empêcher de posséder des armes nucléaires.*

---

<sup>105</sup> Yigal Carmon, "La négation de la Shoah dans l'idéologie et la stratégie du régime iranien", *L'Institut de recherche des médias du Moyen-Orient*. Enquêtes et analyses - n°. 307 – 15 décembre 2006 [texte en ligne]; accessible à <http://www.memri.org/bin/french/articles.cgi?Page=archives&Area=ia&ID=IA30706>; Internet; consulté le 5 février 2007.

<sup>106</sup> *Ibid.*

<sup>107</sup> The Bulletin Online, "Doomsday Clock Moves Two Minutes Closer To Midnight", *Global Security news and Analysis*, 18 janvier 2007 [document en ligne]; accessible à <http://www.thebulletin.org/media-center/announcements/20070117.html>; Internet; consulté le 6 février 2007.

*Laissez-moi réitérer : toutes les options doivent être envisagées*<sup>108</sup> ». Un peu moins alarmiste, la candidate présidentielle Hillary Clinton, s'adressant le 1er février 2007 à l'*American Israel Public Affairs Committee* (AIPAC), qui est le principal lobby pro-israélien aux É.-U., s'est dite prête à envisager toutes les options, y compris la démocratie. Elle a aussi cependant ajouté que : « *La politique des États-Unis doit être claire et sans équivoque : nous ne devons pas permettre à l'Iran de construire et de posséder des armes nucléaires*<sup>109</sup> ». Le seul dirigeant occidental qui semble relativiser la menace nucléaire iranienne est le président français Jacques Chirac. Selon lui, une telle agression est extrêmement peu probable, car le régime iranien est certainement au courant que s'il décidait de lancer un missile nucléaire, « [...] *ce dernier n'aurait pas fait 200 mètres dans l'atmosphère que Téhéran sera rasé*<sup>110</sup> ».

Il y a donc en ce moment énormément de travail diplomatique à effectuer pour éviter que cette poudrière ne prenne feu. Pour cela, la présente politique de confrontation devra nécessairement faire place à une politique d'ouverture. Pour qu'une relation franche et constructive s'installe entre les États-Unis et la République islamique d'Iran, il sera auparavant primordial qu'il y ait un changement de garde au sein du gouvernement iranien, ou à tout le moins que l'actuel président Mahmoud Ahmadinejad fasse marche arrière en ce qui concerne sa négation du génocide des Juifs qui s'est produit durant la Seconde Guerre mondiale. Si cette condition n'est pas remplie, le gouvernement américain aura bien des problèmes à adopter une politique d'ouverture avec l'Iran, car le faire choquerait d'une façon inimaginable son allié le plus solide et le plus puissant au

---

<sup>108</sup> Richard Héту, «L'Iran et les élections de 2008», *Le Soleil*, 4 février 2007, p. 13.

<sup>109</sup> *Ibid.*

<sup>110</sup> *Ibid.*

Moyen-Orient, et ce, sans compter la très puissante diaspora juive qui est présente en Amérique.

Nous sommes donc en ce moment à l'intérieur d'un cercle vicieux, duquel seul un leadership solide, basé sur la compréhension et le respect mutuel, nous permettra de sortir.

### ***Le régime des Mollahs et le terrorisme***

Comme nous l'avons vu plus haut, il y a une certaine continuité entre les politiques de relations internationales et les visées régionales que la République islamique maintenant en place a adoptées, et celles que possédait le régime du schah alors qu'il détenait les rênes du pouvoir. Il y a cependant présentement une différence majeure à souligner, soit le fait que le régime actuel encourage et appuie des groupes terroristes tels que le mouvement Hezbollah, ainsi que le Mouvement de résistance islamique Hamas.

Par exemple, toutes les années, se déroule à Téhéran un rassemblement des représentants de différents groupes terroristes, dont le but principal est de coordonner leurs actions contre le *Grand Satan américain*<sup>111</sup>. On a même conclu des pactes avec la Syrie, afin de pouvoir y faire transiter de l'armement à l'intention du Hezbollah au Liban. La preuve de ces accords a évidemment été mise à jour, à la suite de l'analyse du conflit de l'été 2006 entre le Hezbollah et Israël.

D'un autre côté, la preuve que le régime iranien fournirait un appui à Al-Qaïda reste encore à établir ; ce groupe terroriste en étant un qui possède une idéologie des plus

---

<sup>111</sup> Hoveyda, "Iran and ...", p. 16.

extrémistes et utilise des moyens beaucoup plus radicaux, Téhéran ne désire fort probablement être identifié comme étant un de ses soutiens officiels. Si le gouvernement de Téhéran avait appuyé Al-Qaïda, il n'aurait certainement pas réagi de la même façon le lendemain des attaques du 11 septembre 2001. Franchir cette étape pourrait se révéler beaucoup plus néfaste que bénéfique pour le régime iranien, premièrement en ce qui concerne ses visées à moyen terme vers le pouvoir à l'échelle régionale, et deuxièmement cela s'avèrerait désastreux du point de vue international, en ce sens que de nombreux partenaires commerciaux se verraient dans l'obligation de les laisser tomber, ce qui détruirait complètement une économie qui est déjà plus que chancelante. Appuyer des groupements terroristes, qui ne sont en fait que des groupes de résistances armées, est considéré comme un risque beaucoup plus acceptable.

D'une façon ou d'une autre, l'appui que le régime des mollahs fournit aux différents groupes terroristes devra être sérieusement pris en considération lors de toute option d'actions, quelle qu'elle soit, qui sera éventuellement considérée à l'avenir.

### **Chapitre 3 – Vers une sortie de crise.**

*« Les Irakiens savaient qu'il n'était pas viable d'envahir l'Iran, mais ils l'ont quand même fait. L'histoire nous démontre que des pays commettent de très graves erreurs. »*

Colonel Thomas X. Hammes (US Marines), septembre 2004

Depuis la prise du pouvoir par les théologiens à Téhéran, à la suite de la révolution de 1979, l'agenda politique américain envers la République islamique d'Iran a été dominé par quatre objectifs principaux : « *Limiter l'agression expansionniste*

*iranienne dans la région du Golfe Persique, arrêter l'appui que fournit Téhéran au terrorisme, promouvoir la démocratie et les droits de la personne en Iran, et finalement empêcher la République islamique de se procurer l'arme atomique*<sup>112</sup> ». On ne peut s'empêcher de constater que les progrès en ce sens ont été extrêmement décevants.

Au cours des 25 dernières années, les États-Unis ont imposé des sanctions économiques, donné leur appui à l'Irak lors de la guerre contre l'Iran, appuyé une multitude de groupes opposés au régime iranien, et orchestré des efforts internationaux afin d'isoler la République islamique, incluant une campagne pour la tenir à l'écart de l'Organisation mondiale du commerce<sup>113</sup>.

Aucun de ces objectifs n'a progressé de façon importante, et aucune de ces mesures n'a été en mesure d'obtenir des résultats tangibles. On pourrait même aller jusqu'à affirmer que l'Iran occupe à l'heure actuelle une meilleure posture stratégique sur le plan international, qu'à l'époque de la révolution islamique. À la suite de ces constatations, il peut sembler évident de conclure qu'il n'y a qu'un pas à franchir pour établir un constat d'échec.

Cependant, force est de constater que l'Iran n'a pas envahi ses voisins, n'a pas attaqué directement Israël ou l'Amérique, et que malgré les propos déplacés et offensants de son président (propos qui n'ont eu comme effet que d'isoler davantage le régime islamique sur la scène internationale), la politique d'endiguement américaine n'a de toute évidence pas été qu'un fiasco. La patience, lorsqu'étalée sur des décennies, peut parfois mener à des résultats surprenants, comme ce fut le cas lors de la fin de la guerre froide.

---

<sup>112</sup> Michael McFaul, Abbas Milani et Larry Diamond, "A Win-Win Strategy for Dealing with Iran", *The Washington Quarterly*, Vol 30, n° 1 (hiver 2006-07) : p. 122.

<sup>113</sup> *Ibid.*

En fait, ce constat découle peut-être du peu de pouvoir que possède véritablement le président Ahmadinejad dans son pays. Le pouvoir réel réside peut-être entre les mains du chef suprême, l'ayatollah Khamenei, et des mollahs, mais les dirigeants islamiques savent pertinemment, à la suite d'un sondage commandé par le Parlement iranien en 2002, que 75 % de la population de leur pays est en faveur d'un rapprochement avec les États-Unis<sup>114</sup>.

Tous les analystes, que ce soit à l'interne ou à l'externe, s'entendent pour souligner la désillusion du peuple iranien, surtout la nouvelle génération (qui représente 70 % de la population), envers le régime islamique, ainsi que leur appétit de démocratie<sup>115</sup>. C'est certainement ici où l'on doit d'abord et avant tout chercher la raison profonde qui se cache derrière la politique étrangère américaine envers l'Iran. Tous les espoirs sont fondés dans l'espérance de voir cette nouvelle génération prendre un jour les commandes du pays.

Les Américains font donc face à un dilemme fort intéressant. Il y a en ce moment un gouvernement en place en Iran qui démontre une forte hostilité envers les États-Unis, tandis que la population de leur pays est massivement proaméricaine<sup>116</sup>. Lorsque l'on s'attarde à menacer militairement l'Iran, les politiciens américains doivent donc sérieusement considérer ce qui suit : s'opposer tout simplement au régime, ou s'aliéner à tout le pays. C'est en conservant ces faits en tête qu'une multitude d'options est proposée. Les plus intéressantes à considérer sont : l'option d'une attaque militaire contre l'Iran,

---

<sup>114</sup> Arlen Specter et Christopher Bradish, "Dialogue with Adversaries", *The Washington Quarterly*, Vol 30, n° 1 (hiver 2006-07) : p. 13.

<sup>115</sup> Amir Taheri, "The Iranian Conundrum", *American Foreign Policy Interests*, Vol. 28, n° 2 (avril 2006) : p. 161.

<sup>116</sup> Mokhtari, "Mahmud Ahmadinejad's...", p. 362.

celle de provoquer un renversement de régime à Téhéran, l'avenue diplomatique et la détente avec le régime des mollahs, et enfin l'utilisation du *soft power* sur le long terme, en gardant espoir que les changements viendront, avec le temps, de l'intérieur même du pays. Voyons plus en détail, chacune de ces différentes avenues.

***L'action militaire : attaque massive et changement de régime***

*« Malgré les profondes différences qui existent entre Washington et Téhéran, une solution diplomatique est encore possible, mais devient de moins en moins envisageable. Comme les difficultés majeures persistent et s'intensifieront probablement, la possibilité d'une action militaire par les États-Unis ou Israël augmente conséquemment. »*

Paul Rogers, février 2006

Alors que bien des décideurs politiques et des critiques en relations internationales n'hésitent pas à affirmer que la politique externe actuelle des États-Unis envers l'Iran constitue un échec et que la diplomatie n'a aucune chance de fonctionner avec cet État du Moyen-Orient, on n'hésite pas à invoquer plusieurs raisons qui pourraient justifier l'entrée en guerre, des Américains et certains de leurs alliés, contre l'Iran.

Certains *faucons* de la présente administration républicaine en ont d'ailleurs fait leur cheval de bataille, et ce, depuis l'accession au pouvoir du président George W. Bush en 2000. Les arguments qui sont avancés en faveur d'une telle confrontation, vont du prétendu appui que le gouvernement iranien fournirait en ce moment aux terroristes d'Al-Qaïda, en passant par le soutien qu'il accorde aux militants islamiques dans le monde, au déni de l'existence même d'Israël, aux violations des droits de l'homme dont sa

population ferait l'objet, et finalement parce qu'il aurait le désir de se doter de l'arme nucléaire<sup>117</sup>. Ces accusations ont fait l'objet d'une suite interrompue d'ouvrages et de publications diverses, et les partisans les plus notoires d'une action armée contre l'Iran sont certainement le vice-président Dick Cheney et l'ex-secrétaire à la défense Donald Rumsfeld. Bien que pouvant être satisfaisantes pour une certaine portion de la population américaine, ces évocations tombent bien évidemment à court lorsque vient le temps de fournir une raison valable pour déclencher un conflit international, et encore plus pour obtenir un mandat des Nations unies qui l'autoriserait.

Des raisons acceptables, qui pourraient forcer les États-Unis ou encore les Nations unies à opter pour une action militaire contre le régime de Téhéran, devraient être de natures beaucoup plus sérieuses. Une attaque contre Israël par exemple, ou encore un déploiement des forces armées iraniennes en Irak ou en Afghanistan, acte qui viserait à appuyer les insurgés qui font présentement face aux Américains, à leurs alliés et aux troupes de l'OTAN, pourrait être un des scénarios envisageables.

Le thème central du rapport de la Commission internationale de l'intervention et de la souveraineté des États de décembre 2001, intitulé *La responsabilité de protéger*, décrit un concept selon lequel les États souverains ont l'obligation de protéger leurs propres citoyens. Ce rapport porte sur ce qu'il est convenu d'appeler le *droit d'intervention humanitaire*, c'est-à-dire sur la question de savoir à quel moment, le cas échéant, il est opportun que des pays prennent des mesures coercitives, en particulier

---

<sup>117</sup> Ces accusations ont entre autre fait l'objet du livre "*End to Evil: How to Win the War on Terror*" de David Frum et Richard Perle, dans lequel ils proposent un plan d'action pour gagner la guerre au terrorisme.

militaires, contre un autre État pour y protéger des populations en danger<sup>118</sup>. En se basant sur ce rapport, s'il était prouvé hors de tout doute que des exactions étaient commises par le régime iranien contre une partie de sa population, cela forcerait les Nations unies à prendre des mesures en ce sens, la responsabilité de protéger les citoyens iraniens contre leur propre gouvernement incombant dorénavant à la communauté internationale. Une telle situation engendrerait donc un scénario plausible supplémentaire.

Cependant, la raison principale qui est invoquée à l'heure actuelle, et qui pourrait mener les Américains à attaquer l'Iran, est celle qui a pour but de réduire à néant sa capacité de production nucléaire, que l'on considère en ce moment comme la menace iranienne la plus importante contre les intérêts nationaux américains en raison des recherches d'enrichissement d'uranium dont elle ferait l'objet. De nombreux *faucons* de la présente administration républicaine ne craignent pas d'en minimiser l'impact en affirmant qu'il serait possible, en effectuant une frappe préventive : « [...] *de décapiter le régime iranien et de détruire sa capacité de production nucléaire en une seule journée, grâce à une attaque massive et rapide qui serait menée par une force dévastatrice*<sup>119</sup> ».

Cette option est certainement celle qui porte le plus à controverse. Contrairement à l'attaque israélienne de 1981 contre les installations nucléaires irakiennes d'Al-Tuwaita, les installations atomiques iraniennes sont multiples, dispersées dans plusieurs grandes villes, bien camouflées, souvent souterraines et secrètes, et bien mieux protégées contre d'éventuelles attaques. De plus, outre les 18 installations que le régime

---

<sup>118</sup> Commission internationale de l'intervention et de la souveraineté des États, "La responsabilité de protéger", *Rapport de la Commission internationale de l'intervention et de la souveraineté des États*, Centre de recherches pour le développement international, décembre 2001 [rapport en ligne]; accessible à <http://www.iciss.ca/menu-fr.asp>; Internet ; consulté le 16 janvier 2007.

<sup>119</sup> Jahangir Amuzegar, "Nuclear Iran: Perils and Prospects", *Middle East Policy*, Vol XIII, n° 2 (été 2006) : p. 103.

de Téhéran dit posséder, il y en a certainement d'autres qui sont inconnues et qui sont cachées sous la surface de la Terre<sup>120</sup>. La puissance militaire américaine serait cependant fort probablement capable d'en venir à bout, mais cela nécessiterait non pas 24 heures, mais bien une campagne pouvant s'étendre sur plusieurs journées, en fonction de la virulence de la réponse iranienne<sup>121</sup>.

Les conséquences d'une telle attaque seraient catastrophiques. En plus des milliers de victimes militaires et civiles que ferait une telle frappe, il faudrait, en raison de l'état opérationnel de certaines des centrales nucléaires iraniennes, en plus compter sur les retombées radioactives qui affecteraient non seulement la population iranienne située sur la côte est du Golfe Persique, mais aussi toutes les populations de la côte ouest du Golfe au Koweït, en Arabie Saoudite, au Bahreïn, au Qatar et dans les Émirats Arabes Unis<sup>122</sup>.

Les coûts et les incertitudes d'une attaque militaire sont donc énormes. En présumant que les Américains réussissent à détruire la plus grande partie des installations nucléaires iraniennes, cela ne ferait que freiner temporairement leur programme d'acquisition nucléaire de quelques mois ou dans le pire des scénarios pour eux de quelques années. La République islamique le reconstituerait certainement et d'une façon telle qu'il serait dorénavant encore plus difficile de pouvoir l'atteindre et le détruire<sup>123</sup>. Cependant, l'impact le plus coûteux d'une telle frappe serait certainement l'apport idéologique que cela procurerait aux fanatiques et aux intégristes musulmans, incluant

---

<sup>120</sup> McFaul, "A Win-Win Strategy...", p. 124.

<sup>121</sup> Rogers, *Iran: consequences...*, p. 8.

<sup>122</sup> *Ibid.*, p. 7.

<sup>123</sup> Haass, "Regime Change...", p. 70.

certaines membres du régime de Téhéran, qui ne s'empêcheraient pas de crier haut et fort que : « *Cela constitue une croisade judéo-chrétienne de l'Occident contre les musulmans de l'Orient*<sup>124</sup> ». Le recrutement pour le *Jihad* s'accentuerait conséquemment, et ne ferait que causer encore plus de problèmes dans une région déjà très instable, ainsi que dans la pire des éventualités, en Occident.

De plus, la perte des sentiments d'attachement, d'estime et de sympathie qui existent en ce moment au sein de la classe moyenne et de la jeunesse iranienne envers les États-Unis d'Amérique occasionnerait des dégâts incalculables, qui prendraient certainement des générations à se cicatriser. En fait, les décideurs politiques américains ont acquis la mauvaise réputation de ne pas être capable d'évaluer adéquatement le pouvoir du nationalisme dans les autres pays, et ont fait preuve de peu d'habileté lorsqu'est venu le temps d'affronter de telles situations à l'étranger<sup>125</sup>. Il est certainement primordial, pour le gouvernement américain, de ne pas sous-estimer les sentiments nationalistes qui émergeraient dans la population iranienne, advenant une invasion étrangère.

En conséquence, une action militaire contre la République islamique d'Iran, et plus spécifiquement contre ses installations nucléaires, n'est certainement pas recommandable. Cela déclencherait une longue confrontation militaire qui engagerait fort probablement, en plus des deux antagonistes, l'Irak, Israël, la Syrie, le Liban ainsi que d'autres états de la région du Golfe Persique. Loin de résoudre la crise nucléaire iranienne actuelle, un tel conflit ferait en sorte que l'Iran se retirerait fort probablement du Traité de non-prolifération nucléaire qu'elle a signé, ce qui entraînerait d'autres

---

<sup>124</sup> McFaul, "A Win-Win Strategy...", p. 124.

<sup>125</sup> Monshipouri, "U.S. Policy toward Iran...", p. 576.

frappes militaires, conduisant ainsi à un cercle infernal de violence<sup>126</sup>. En se basant simplement sur ce qui s'est produit en Irak, alors que l'on s'attendait à ce que l'éviction de Saddam Hussein et de son régime apporte de la stabilité dans ce pays, et que l'on y établisse une économie de marché libre, on fait maintenant face à un conflit instable et coûteux dont la fin n'est pas en vue. Il n'y a pas de raison de croire qu'il en serait autrement à la suite d'une invasion américaine de l'Iran. On devra donc voir à se pencher sur d'autres options, même si cela doit faire en sorte que l'on doit marcher sur son orgueil, et engager des discussions avec un régime qui entretient des relations avec des groupes terroristes. En résumé, l'option militaire est perçue comme irrationnelle, et elle n'apporte presque aucun gain contre énormément d'efforts.

### *Un renversement de régime*

Alors qu'un changement de régime, mené de la façon avec laquelle les Américains s'y sont pris en Irak, doit être écarté comme nous l'avons vu ci-dessus, il existe une manière beaucoup plus subtile qui permettrait d'obtenir ce même résultat. Il s'agit de fomenter, ou d'attendre que se produise, à partir de l'intérieur même de la République islamique, un renversement de régime.

Lorsque l'on part du principe que la grande majorité de la nouvelle génération d'Iraniens, génération dite de la *troisième force*, possède une attitude bienveillante envers les États-Unis, ainsi que le fait que l'on distingue en ce moment un réel désenchantement au sein de la population iranienne envers le régime théocratique qui la gouverne, on serait porté à croire qu'un renversement de régime, qui prendrait racine à partir de l'intérieur,

---

<sup>126</sup> Rogers, *Iran: consequences...*, p. 12.

n'est qu'une question de temps, qu'il sera relativement facile à mener à terme, et que ce régime n'en a plus pour très longtemps à être en place<sup>127</sup>.

On se doit cependant d'être prudent eu égard à ces affirmations, car les organisations étudiantes en place à l'heure actuelle dans les universités iraniennes sont mal structurées, sont la proie de frictions internes importantes, et ne possèdent pas de direction autonome. De plus, comme elles dépendent énormément de groupes politiques, qui eux exercent une réelle influence au sein de ces établissements, il est difficile de prévoir quelle serait leur réelle allégeance, ainsi que la profondeur de leur dévouement, dans l'éventualité même qu'une telle action se produise. En résumé, les organisations étudiantes sont devenues trop dépendantes des factions politiques<sup>128</sup>. En prenant en ligne de compte toutes ces réalités de la société étudiante iranienne, il est improbable qu'un mouvement étudiant s'engage avec ferveur dans un long et coûteux processus de renversement de régime.

En ce qui concerne le peuple iranien, même s'il n'appuie pas expressément les politiques de ses chefs, il n'a actuellement pas l'esprit ou le désir de se lancer dans une confrontation violente contre le régime islamiste. De leurs côtés, les députés du *Majlis*<sup>129</sup> iranien ne semblent pas prêts à laisser tomber les multiples avantages que leur procure un siège à l'Assemblée consultative islamique, et les parlementaires réformistes sont loin d'être unifiés dans leur démarche<sup>130</sup>.

---

<sup>127</sup> Jahangir Amuzegar, "Iran's Theocracy Under Siege", *Middle East Policy*, Vol X, n° 1 (printemps 2003), p. 150.

<sup>128</sup> Monshipouri, "U.S. Policy toward Iran...", p. 577.

<sup>129</sup> Le Majlis d'Iran ou Parlement iranien, appelé Majles localement, représente le corps législatif iranien. C'est l'assemblée consultative islamique qui compte 290 députés, et ce, depuis les élections du 18 février 2000.

En conséquence, comme si la plupart des Iraniens n'ont pas plus le goût d'effectuer un retour vers la monarchie que de se lancer dans une autre révolution sanglante, ils attendent et espèrent tranquillement qu'avec le temps, pointe l'émergence d'une démocratie laïque qui pourra répondre à toutes leurs aspirations légitimes. Comme le temps est un facteur que l'on se doit en ce moment de considérer comme expressément important, surtout en ce qui concerne le présent litige nucléaire, la guerre contre le terrorisme, ainsi que la sécurité de toute la région du Golfe Persique, l'option d'un changement de régime fomenté de l'intérieur, quoiqu'elle puisse sembler attrayante au premier coup d'œil, n'est probablement pas celle que privilégie le gouvernement américain actuel. Il lui faut donc une solution de remplacement qui serait en mesure de fournir des résultats d'une manière plus expéditive, et qui lui fournirait une certaine représentation autant à l'échelle internationale qu'à l'échelle régionale.

### *De la diplomatie et de la détente*

Pendant que plusieurs options, qui visent essentiellement à renverser le régime ou encore à mener un affrontement militaire avec l'Iran, sont toujours étudiées et développées, il est intéressant de constater que parallèlement, depuis le début de son second mandat à la Maison Blanche, l'Administration de George W. Bush a adopté, en particulier en ce qui concerne ses relations internationales, un ton et un style beaucoup plus avenant qui ont fait en sorte que l'on s'est subtilement dirigé vers une transformation de la politique étrangère américaine. Lors de sa nomination, la nouvelle Secrétaire d'État

---

<sup>130</sup> Monshipouri, "U.S. Policy toward Iran...", p. 577.

Condoleezza Rice a têt-fait de mentionner que : « *C'était maintenant le temps de la diplomatie*<sup>131</sup> ».

Après avoir critiqué pendant des années les Européens pour leur politique d'engagement envers l'Iran et avoir insisté pour dire que les États-Unis ne récompenseraient pas la mauvaise conduite, le président républicain, lors de son retour d'Europe en février 2005, a annoncé que : « *Les États-Unis appuieraient les négociations menées par la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni, et qu'ils appuieraient les négociations en vue de permettre à l'Iran d'accéder à l'Organisation mondiale du commerce*<sup>132</sup> ».

En mars 2006, l'Administration Bush a même annoncé qu'elle avait offert à Téhéran d'engager le dialogue au sujet de la situation en Irak, ce qui constitue en soi un changement radical avec le discours précédent qui exprimait le fait qu'un tel acte légitimerait le régime iranien<sup>133</sup>. Même si les relations entre les deux pays se sont quelque peu refroidies dernièrement, en raison notamment du problème nucléaire iranien et des déclarations orageuses envers l'histoire du peuple israélien, il est certain que Washington n'a pas complètement écarté l'option diplomatique, et la considère certainement toujours comme attrayante. Elle possède d'ailleurs énormément d'avantages.

À l'exception de quelques *faucons* qui gravitent dans l'entourage de l'Administration Bush, presque tout le monde, qu'ils soient de la gauche ou de la droite américaine, considère à l'heure actuelle l'invasion de l'Iran comme un projet inapproprié

---

<sup>131</sup> Philip H. Gordon, "The End of the Bush Revolution", *Foreign Affairs*, Vol 85, n° 4 (juillet/août 2006) : p. 81.

<sup>132</sup> *Ibid.*, p. 82.

<sup>133</sup> *Ibid.*

et une folie imprudente. Le personnel en position d'influence, autant à l'intérieur comme à l'intérieur du Congrès américain, juge que la meilleure option pour Washington serait d'engager des pourparlers directs et sérieux avec Téhéran, et ce, dans le but de mettre en place des conditions qui pourraient permettre de proposer un marché qui serait intéressant pour tous les partis concernés<sup>134</sup>. La littérature regorge d'exemples de propositions à cet effet.

Une première solution serait d'offrir au régime islamique iranien que l'on mette fin aux embargos dont il fait présentement l'objet. Comme ce régime dépend essentiellement du favoritisme pour sa survie, une telle action réduirait considérablement le pouvoir et les privilèges de l'élite du régime, incluant la Garde révolutionnaire<sup>135</sup>. Ce faisant, comme leur emprise sur le commerce interne est considérable, en ce sens que ce sont eux qui voient à la distribution des stocks commerciaux en raison de l'embargo, une réduction de leur influence en ce domaine serait un clou de plus dans le cercueil d'un régime qui est déjà grandement méprisé. En plus, cela permettrait à des centaines de compagnies américaines de tenter des incursions en vue de vendre des produits en Iran. Boeing, par exemple, ferait des affaires en or en remettant à neuf l'industrie aéronautique commerciale iranienne qui est à l'heure actuelle dangereusement en mauvais état<sup>136</sup>. Des entreprises de télécommunication pourraient aussi fournir des services à une population jeune et désireuse de se joindre à la toile mondiale. Mettre fin à l'embargo permettrait aussi à l'Iran d'intégrer les rangs de l'économie mondiale. Il y a de multiples évidences qui

---

<sup>134</sup> Amuzegar, "Nuclear Iran: ...", p. 105.

<sup>135</sup> Abbas Milani, "U.S. Foreign Policy and the Future of Democracy in Iran", *The Washington Quarterly*, Vol 28, n° 3 (été 2005) : p. 50.

<sup>136</sup> *Ibid.*

suggèrent que lorsqu'un régime du style de l'Iran se joint au réseau mondial, moins ce régime est-il en mesure de conserver le style opaque de commerce et de loi qui fait la force de ce genre de gouvernement<sup>137</sup>. Une telle action ne saurait qu'être bénéfique pour un mouvement visant l'établissement d'une réelle démocratie.

Un autre scénario envisageable serait que les États-Unis proposent à l'Iran une option du style *gagnant pour tous*. On pourrait voir à développer une politique sophistiquée à deux voies qui engagerait audacieusement et directement, non seulement le gouvernement de Téhéran, mais aussi le peuple iranien pour tout ce qui concerne les relations bilatérales qui existent entre les deux pays<sup>138</sup>. En plus d'aborder les sujets délicats du contrôle de la technologie nucléaire et de l'appui de Téhéran au terrorisme, on pourrait voir à élargir le mandat afin de couvrir la levée de sanctions, l'entrée de l'Iran dans l'Organisation mondiale du commerce, les investissements étrangers, la démocratie, les droits de la personne, et le rétablissement de relations diplomatiques formelles. Cette dernière condition pourrait même mener au retour d'une mission diplomatique officielle dans la capitale iranienne. En agissant de la sorte, les décideurs politiques américains pourraient changer radicalement les paramètres très limités qui entourent un débat qui est présentement pétrifié avec l'Iran, d'une façon telle que cela pourrait grandement servir la démocratie et le contrôle des armements<sup>139</sup>. Étant les nombreux échecs du passé et du présent, il est grand temps que l'on adopte une nouvelle approche plus radicale. Les Américains doivent offrir au régime iranien un contrat qu'il ne peut pas refuser.

---

<sup>137</sup> *Ibid.*

<sup>138</sup> McFaul, "A Win-Win Strategy...", p. 122.

<sup>139</sup> *Ibid.*

Comme troisième et dernier exemple qui pourrait lui permettre de parvenir à ses buts, le gouvernement américain devrait tout mettre en place afin d'établir une discussion franche et compréhensive avec Téhéran, dans le but de s'attaquer au problème nucléaire, ainsi que d'engager des pourparlers au sujet du support qu'il fournit au terrorisme et aux milices étrangères. L'Iran pourrait se voir offrir un large éventail d'incitations financières, d'accords politiques et de sécurité. Par exemple, un programme pilote limité d'enrichissement de l'uranium pourrait être mis en place. Une telle offre permettrait aux États-Unis de gagner énormément d'appui international, ce qui lui serait fort utile dans l'éventualité d'un échec. Rendre les termes d'un tel accord public augmenterait d'autant plus les chances de succès diplomatique. Le peuple iranien doit savoir le prix à payer s'il désire soutenir la politique étrangère radicale de leurs dirigeants. Avec un régime des mollahs, qui est préoccupé par une réaction publique négative, il serait d'autant plus enclin à accepter une telle offre<sup>140</sup>. Il y a cependant un dénominateur commun pour tous ces scénarios. Un climat de détente devra avoir été établi au préalable pour faire suite à l'établissement de relations diplomatiques entre Washington et Téhéran.

La République islamique d'Iran n'est certainement pas fermée à l'idée d'établir des liens diplomatiques avec les États-Unis. L'envoi d'une lettre du président Ahmadinejad au président Bush le 8 mai 2006 en fait foi<sup>141</sup>. Bien que le contenu de cette lettre soit moins important que l'acte posé, ce dernier constitue néanmoins un geste intrépide qui constitue une certaine tentative de rapprochement, et qui vise fort

---

<sup>140</sup> Richard N. Haass, "The New Middle East", *Foreign Affairs*, Vol. 85, n° 6 (novembre/décembre 2006) : p. 4.

<sup>141</sup> La copie intégrale de cette lettre est disponible sur le site Web du président iranien. Presidency of the Islamic Republic of Iran, "Letter of Islamic Republic Of Iran President to American President", 8 août 2006 [lettre en ligne]; accessible à <http://www.president.ir/eng/ahmadinejad/cronicnews/1385/02/19/index-e.htm>; Internet; consulté le 26 mars 2007.

probablement à rétrécir l'abîme qui sépare les deux nations. Le gouvernement américain devrait se souvenir du geste audacieux que posa le président Nixon le 21 février 1972 lors de son périple en Chine (ou de celui du président Sadate lors de sa visite en Israël). Une nouvelle initiative de ce genre apaiserait certainement les tensions qui existent en ce moment, et paverait nécessairement la route vers une relation plus harmonieuse qui serait bénéfique non seulement pour les États-Unis et l'Iran, mais aussi pour toute la communauté internationale.

La présente politique externe américaine n'inclut pas l'option de contact direct avec Téhéran sans condition préalable. Il est plus que temps de cesser de faire passer des documents par personne interposée, de s'asseoir à la table de négociation et de commencer à discuter sérieusement.

### ***Un dialogue stratégique astucieux avec la population***

*« L'antiaméricanisme a progressé au cours des deux dernières années [...] et le recrutement terroriste a augmenté dans le monde islamique. Nous sommes en train de perdre notre 'soft power' et notre capacité d'attirer les autres [...] Nous devons cesser de gaspiller notre 'soft power' et apprendre à le combiner avec notre 'hard power', pour être capables de répondre aux défis. »*

Joseph S. Nye, Jr., Chicago Tribune, 16 mai 2004

En incitant fortement les décideurs politiques américains à agencer plus efficacement le *soft power* et le *hard power*, l'ancien sous-secrétaire d'État à la défense sous Clinton, Joseph S. Nye, Jr.<sup>142</sup>, écrit que : « *Les États-Unis vont gagner la guerre contre le terrorisme seulement si les modérés musulmans gagnent, et que l'habileté avec*

---

<sup>142</sup> Joseph S. Nye, Jr. est en ce moment le doyen du "Harvard's Kennedy School of Government", et l'auteur de " *Soft Power: The Means to Success in World Politics.*"

*laquelle les Américains vont attirer ces derniers dans leur giron est critique pour l'obtention de cette victoire*<sup>143</sup> ».

Cet ancien sous-secrétaire d'État à la Défense fut le premier à populariser l'expression *soft power*. Cette dernière est une notion qui représente une confiance dans l'élargissement des modèles politique, économique et culturel américains. Grâce à des moyens de communication ultramodernes, qui peuvent maintenant atteindre presque n'importe qui à la grandeur de la planète, on fait la promotion du mode de vie américain, en le décrivant comme l'exemple idéal à suivre. En conséquence, l'auditoire cible, ce dernier pouvant très bien être la population d'un pays dirigé par un dirigeant hostile aux Américains, en viendra à désirer atteindre les modèles qui lui sont proposés inlassablement. Le *soft power* combine donc initiative diplomatique, séduction d'une image et propagation de valeurs<sup>144</sup>.

En voulant atteindre et finalement réussir à faire balancer dans notre camp un pays antagoniste, on se doit donc, entre autres, d'appliquer stratégiquement des ressources de guerre psychologique. Si l'on veut modifier les façons de penser et d'agir d'une population cible, avec comme but ultime la métamorphose de toute la société d'un pays, il faut avoir la patience de ses objectifs ; ces résultats n'étant pas obtenus du jour au lendemain. L'objectif ultime étant, tel que l'a écrit Sun Tzu il y a plus de 2 300 ans, « *de soumettre l'ennemi sans avoir à combattre* »<sup>145</sup>.

---

<sup>143</sup> Monshipouri, "U.S. Policy toward Iran...", p. 580.

<sup>144</sup> François-Bernard Huyghe, "Soft Power : Une notion clé de la stratégie US", 25 juillet 2006 [article en ligne]; accessible à [http://www.huyghe.fr/actu\\_224.htm](http://www.huyghe.fr/actu_224.htm); Internet; consulté le 10 janvier 2007.

<sup>145</sup> Sun Tzu, *L'art de la guerre*, Traduit du chinois et commenté par Jean Lévi. (Hachette Littératures, 2000), p. 59.

Un exemple parfait de l'utilisation et du succès du *soft power* nous a été fourni par les États-Unis et leurs alliés lors de la guerre froide. L'effondrement du bloc soviétique et du communisme en Europe a certainement été causé par des facteurs aussi nombreux que différents. Mais le constant bombardement, qui dura plus de 40 années, d'idées alternatives occidentales démontrant une façon de vivre plus libre et plus prospère, fit en sorte d'égrener peu à peu la légitimité d'un socialisme d'État. Après l'écroulement du Mur de Berlin, le capitalisme libre fut rapidement adopté comme mesure de remplacement dans un nombre impressionnant de pays<sup>146</sup>.

On peut sans contredit affirmer que la guerre froide fut gagnée grâce à une stratégie d'endiguement qui a utilisé le *soft power* tout aussi bien que le *hard power*<sup>147</sup>. Ce fut une démonstration consciente remarquable d'une supériorité idéologique qui a trouvé ses appuis grâce à des moyens économiques, sociaux et politiques, plutôt qu'avec des moyens coercitifs<sup>148</sup>. Il n'y a à l'heure actuelle pas de raison de croire qu'une stratégie tout à fait similaire ne pourrait pas être employée afin d'atteindre la population iranienne.

La jeunesse iranienne constitue une forte proportion de la population de ce pays. Elle se doit d'être la cible primaire d'une politique qui utiliserait le *soft power*. C'est à l'intérieur de cette portion de la population iranienne, qui est déjà grandement proaméricaine, que réside l'espoir de voir un jour surgir un mouvement qui amènera des

---

<sup>146</sup> Lawrence Freedman, *The Transatlantic Agenda: Vision and Counter-Vision*. Survival 47, no.4 (Hiver 2005-2006) : p. 6.

<sup>147</sup> Joseph S. Nye, "Ignoring Soft Power Carries a High Cost", *Chicago Tribune* (16 mai 2004).

<sup>148</sup> Freedman, *The Transatlantic...*, p. 6.

changements profonds et durables qui affecteront toute la société de cette République islamique.

Comme le passé est garant de l'avenir, de tels changements, qui résulteraient d'une politique mettant en valeur le *soft power*, ne se produiront pas en l'espace de quelques mois. Cela pourrait bien s'étaler sur une ou plusieurs générations. Le gouvernement américain aurait-il la patience d'attendre si longtemps ? C'est l'avenir qui nous le dira. En utilisant le *soft power* en association avec une politique d'ouverture diplomatique, les Américains réussiraient assurément à obtenir beaucoup plus de succès qu'en employant exclusivement la manière forte.

## CONCLUSION

La crise qui fait actuellement rage entre les États-Unis d'Amérique et la République islamique d'Iran n'est que le plus récent épisode, certainement critique il va sans dire, d'une longue série d'événements qui témoignent de la laborieuse relation qu'entretiennent les deux pays depuis maintenant plus d'un quart de siècle.

Au cours de cette période, nombreux sont les incidents qui ont façonné la politique externe américaine. La situation nucléaire iranienne actuelle est cependant celle qui, depuis la troublante période de la prise d'otage de 1979, semble forcer Washington à réagir avec le plus de vigueur. Ce n'est cependant pas la première fois que ces derniers font face à un gouvernement hostile qui tente de développer l'arme nucléaire. Ce ne sera fort probablement pas non plus la dernière. Néanmoins, tous les indices semblent vouloir

pointer vers l'emploi de la manière forte en réponse au dialogue de sourds qui a présentement lieu entre Téhéran et Washington.

Il est particulièrement important de réaliser qu'une action militaire unilatérale de la part des États-Unis entraînerait nécessairement d'importantes contestations juridiques, causerait la perte de milliers de victimes innocentes, et renforcerait fort probablement le pouvoir exercé par les éléments les plus extrémistes du régime iranien. Une telle intervention engendrerait certainement une levée de boucliers, autant en Europe qu'en Amérique, et la réaction des nations du Moyen-Orient serait assurément encore plus virulente. Toutefois, la conséquence la plus néfaste d'une telle intervention américaine serait vraisemblablement la perte des sentiments d'attachement, d'estime et de sympathie envers les États-Unis d'Amérique, qui existent à l'heure actuelle au sein de la classe moyenne et de la jeunesse iranienne. À la suite d'une rupture de la sorte, le rétablissement de telles dispositions favorables nécessiterait certainement des efforts de relations publiques et de marketing qui devraient être étalés sur une période qui pourrait s'étendre sur des générations. Les dirigeants américains, à qui incombe la lourde tâche de développer la politique externe de leur pays, ne devraient jamais perdre de vue ce facteur important.

Si on désire sincèrement développer une stratégie gagnante envers l'Iran, le gage de réussite réside dans une compréhension juste et efficace des forces et des faiblesses que possède la République islamique, ainsi que dans une évaluation réfléchie des pouvoirs et des limitations que détiennent tous les intervenants.

La situation iranienne est extrêmement complexe. Si on veut résoudre les difficultés et les paradoxes que représente le problème iranien autrement qu'en tranchant

un nœud gordien, tout devra être mis en œuvre afin que les pouvoirs de décisions et de stratégies des commandants militaires soient mis en étroite collaboration avec la patience et la prudence des diplomates, ainsi qu'avec l'évaluation scientifique des académiciens.

Nombreux sont les contrats, les mesures et les solutions qui sont proposés, et qui pourraient faire en sorte que tous les partis en cause en ressortent gagnants. Cependant, pour que cela se produise et qu'une relation saine s'installe entre les antagonistes, il faudra d'abord et avant tout que des relations diplomatiques sincères et sérieuses s'établissent. De plus, un effort collectif, qui impliquerait les États-Unis, l'UE, ainsi que les principaux intervenants du Moyen-Orient, serait nécessaire et certainement plus efficace.

La confrontation malsaine, qui existe maintenant depuis trop longtemps, ne pourra pas s'éterniser indéfiniment. Si on veut trouver une solution avantageuse et bénéfique pour tous les intervenants, il faudra obligatoirement qu'une politique d'ouverture s'imisce. C'est dans cette dernière condition essentielle que réside l'espoir d'une résolution pacifique.

## BIBLIOGRAPHIE

### *Livres*

Ansari, Ali M. *Confronting Iran: The Failure of American Foreign Policy and The Next Great Crisis in the Middle east*, New York : Perseus Books Group, 2006.

Clawson, Patrick. *Iran's challenge to the west: How, When, and Why*, Washington, D.C. : The Washington Institute for Near East Policy, 1993.

Cottam, Richard W. *Iran And the United States: A Cold War Case Study*, Pittsburgh : University of Pittsburgh Press, 1988.

Daalder, Ivo H., et James M. Lindsay. *America Unbound: The Bush Revolution in Foreign Policy*, Washington, D.C. : Bookings Institution Press, 2003.

Frum, David, et Richard Perle. *End to Evil: How to Win the War on Terror*, New York : Ballantine, 2004.

Ganji, Babak. *Politics of Confrontation: The Foreign Policy of the USA and Revolutionary Iran*, New York : Tauris Academic Studies, 2006.

Hunt, Michael H. *Crises in U.S. Foreign Policy: An international history reader*, New Haven & London : Yale University Press, 1996.

Litwak, Robert S. *Rogue States and U.S. Foreign Policy*, Washington, D.C. : The Woodrow Wilson Center Press, 2000.

Mélandri, Pierre. *La politique extérieure des États-Unis de 1945 à nos jours*, Paris : Presses Universitaires de France, 1982.

Metz, Helen Chapin. *Iran: a country study*, Washington, D.C. : Library of Congress, Federal Research Division, 1989.

Meunier, Paule. *Le grand livre du Monde*, Montréal : Sélection du Reader's Digest, 1988.

Nahavandi, Houchang. *Iran : Anatomie d'une révolution*, Paris : La revue universelle des faits et des idées (SEGEP), 1983.

Radjavi, Kazem. *La révolution iranienne et le Moudjahédines*, Paris : Éditions Anthropos, 1983.

Rezun, Miron. *L'Iran après Khomeiny et la nouvelle guerre du golfe*, Québec : Centre québécois de relations internationales, 1991.

Rogers, Paul. *Iran: consequences of a war*, Oxford, UK : Oxford Research Group, February 2006.

Sun Tzu, *L'art de la guerre*, Traduit du chinois et commenté par Jean Lévi. Paris : Hachette Littératures, 2000.

### ***Revues et articles***

Amuzegar, Jahangir. "Iran's Theocracy Under Siege", extrait de *Middle East Policy*, Vol X, n° 1 (printemps 2003), p. 135-153.

Amuzegar, Jahangir. "Nuclear Iran: Perils and Prospects", extrait de *Middle East Policy*, Vol XIII, n° 2 (été 2006), p. 90-109.

Citino, Nathan J. "Out of the Blue? Historical Scholarship on U.S. Foreign Policy in the Middle East", extrait de *OAH Magazine of History*, (mai 2006), p. 8-12.

Clawson, Patrick. "Could Sanctions Work against Tehran? ", extrait de *Middle East Quarterly*, Vol. 14, n° 1 (hiver 2007), p. 13-20.

Crocker, Chester A. "A Dubious template for US Foreign Policy", extrait de *Survival*, Vol. 47, n° 1 (printemps 2005), p. 51-70.

Dalacoura, Katerina. "US democracy promotion in the Arab Middle East since 11 September 2001: a critique", extrait de *International Affairs*, Vol. 81, n° 5 (2005), p. 963-979.

Dueck, Colin. "Strategies for Managing Rogue States", extrait de *Orbis*, Vol. 50, n° 2 (printemps 2006), p. 223-241.

Ehteshami, Anoushiravan. "Iran-Iraq Relations after Saddam", extrait de *The Washington Quarterly*, Vol 26, n° 4 (automne 2003), p. 115-129.

Encel, Frédéric. "Israël-Iran : un conflit annoncé", extrait de *Politique internationale*, n° 113 (automne 2006), p. 21-24.

Fallows, James. "Will Iran Be Next?", extrait de *The Atlantic Monthly*, Vol. 294, n° 5 (décembre 2004), p. 99-110.

Freedman, Lawrence. *The Transatlantic Agenda: Vision and Counter-Vision*. Survival 47, no.4 (Hiver 2005-2006), pp. 19-38.

Gordon, Philip H. "The End of the Bush Revolution", extrait de *Foreign Affairs*, Vol 85, n° 4 (juillet/août 2006), p. 74-86.

Haass, Richard N. "The New Middle East", extrait de *Foreign Affairs*, Vol. 85, n° 6 (novembre/décembre 2006), p. 2-11.

Haass, Richard N. "Regime Change and Its Limits", extrait de *Foreign Affairs*, Vol. 84, n° 4 (juillet/août 2005), p. 66-78.

Henry, Terrence. "The Covert option: Can Sabotage and Assassination stop Iran from going Nuclear?", extrait de *The Atlantic Monthly*, Vol. 296, n° 5 (décembre 2005), p. 54-56.

Héту, Richard. "L'Iran et les élections de 2008", extrait de *Le Soleil*, 4 février 2007.

Hoveyda, Fereydoun. "Iran and America", extrait de *American Foreign Policy Interests*, Vol. 28 (2006), p. 15-21.

Hurd, Elizabeth Shakman. "The International Politics of Secularism: U.S. Foreign Policy and the Islamic Republic of Iran", extrait de *Alternatives*, Vol 29 (2004), p. 115-138.

Kagan, Robert. "A Matter of Record", extrait de *Foreign Affairs*, Vol. 84, n° 1 (janvier/février 2005), 170-173.

McFaul, Michael, Abbas Milani et Larry Diamond. "A Win-Win Strategy for Dealing with Iran", extrait de *The Washington Quarterly*, Vol 30, n° 1 (hiver 2006-07), p. 121-138.

Milani, Abbas. "U.S. Foreign Policy and the Future of Democracy in Iran", extrait de *The Washington Quarterly*, Vol 28, n° 3 (été 2005), p. 41-56.

Mokhtari, Fariborz. "Mahmud Ahmadinejad's Presidency: What Does Iran Really Want?", extrait de *American Foreign Policy Interests*, Vol. 28, n° 5 (octobre 2006), p. 355-365.

Monshipouri, Mahmoud. "U.S. Policy toward Iran in Post-war Iraq: Antagonism or Engagement?", extrait de *Muslim World*, Vol. 94, n° 4 (octobre 2004), p. 565-586.

Moshaver, Ziba. "Revolution, Theocratic Leadership and Iran's Foreign Policy: Implications for Iran-EU Relations", extrait de *The Review of International Affairs*, Vol. 3, n° 2 (hiver 2003), p. 283-305.

Nye, Joseph S. Jr. "Ignoring Soft Power Carries a High Cost", extrait de *Chicago Tribune*, 16 mai 2004.

Ramazani, R.K. "Ideology and Pragmatism in Iran's Foreign Policy", extrait de *Middle East Journal*, Vol. 58, n° 4 (automne 2004), p. 549-559.

Richard, Yann. “L’islam politique en Iran”, extrait de *Politique étrangère*, n° 1:2005 (mars 2005), p. 61-72.

Rosen, Stephen Peter. “After Proliferation”, extrait de *Foreign Affairs*, Vol. 85, n° 5 (septembre/octobre 2006), p. 9-14.

Ross, Dennis. “The Middle East Predicament”, extrait de *Foreign Affairs*, Vol. 84, n° 1 (janvier/février 2005).

Sagan, Scott D. “How to Keep the Bomb from Iran”, extrait de *Foreign Affairs*, Vol. 85, n° 5 (septembre/octobre 2006), p. 45-59.

Saxon, Jim. “Reshaping Our Iran Policy”, extrait de *The National Interest*, n° 87 (janvier/février 2007), p. 42-46.

Schiff, Ze'ev. “Israel's War With Iran”, extrait de *Foreign Affairs*, Vol. 85, n° 6 (novembre/décembre 2006), p. 23-31.

Specter, Arlen et Christopher Bradish. “Dialogue with Adversaries”, extrait de *The Washington Quarterly*, Vol 30, n° 1 (hiver 2006-07), p. 9-25.

Taheri, Amir. “The Iranian Conundrum”, extrait de *American Foreign Policy Interests*, Vol. 28, n° 2 (avril 2006), p. 159-161.

Takeyh, Ray. “Time for Détente With Iran”, extrait de *Foreign Affairs*, Vol. 86, n° 2 (mars/avril 2007), p. 17-32.

### ***Sources Internet***

Agence internationale de l'énergie atomique. “Implementation of the NPT Safeguards Agreement in the Islamic Republic of Iran”, extrait du site *Board of Governors*, 31 août 2006 [rapport en ligne]; accessible à <http://www.iaea.org/Publications/Documents/Board/2006/gov2006-53.pdf>; Internet; consulté le 30 janvier 2007.

Assemblée générale des Nations unies. “L’assemblée générale réitère sa condamnation de tout déni de l’holocauste dans un texte qui compte 103 coauteurs sur 192 états membres”, AG/10569, 26 janvier 2007 [document en ligne]; accessible à <http://www.un.org/News/fr-press/docs/2007/AG10569.doc.htm>; Internet; consulté le 5 février 2007.

Biddle, Dr. Stephen D. “American Grand Strategy after 9/11: An Assessment”, Avril 2005 [document en ligne]; accessible à <http://www.strategicstudiesinstitute.army.mil/pdf/files/PUB603.pdf>; Internet; consulté le 7 février 2007.

Bush, President George W. “Address to a Joint Session of Congress and the American People”, extrait du site *The White House*, News releases for September 2001, 20 septembre 2001 [discours en ligne]; accessible à <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2001/09/20010920-8.html>; Internet; consulté le 31 octobre 2006.

Bush, President George W. “State of the Union 1991”, extrait du site *From Revolution to Reconstruction*, [discours en ligne]; accessible à <http://www.let.rug.nl/usa/P/gb41/speeches/su91ghwb.htm>; Internet; consulté le 29 janvier 2007.

Carmon, Yigal. “La négation de la Shoah dans l’idéologie et la stratégie du régime iranien”, extrait du site *L’Institut de recherche des médias du Moyen-Orient*. Enquêtes et analyses - n<sup>o</sup>. 307 – 15 décembre 2006 [texte en ligne]; accessible à <http://www.memri.org/bin/french/articles.cgi?Page=archives&Area=ia&ID=IA30706>; Internet; consulté le 5 février 2007.

Commission internationale de l’intervention et de la souveraineté des États. “La responsabilité de protéger”, extrait du *Rapport de la Commission internationale de l’intervention et de la souveraineté des États*, Centre de recherches pour le développement international, décembre 2001 [rapport en ligne]; accessible à <http://www.iciss.ca/menu-fr.asp>; Internet ; consulté le 16 janvier 2007.

Conseil de sécurité des Nations unies. “Le conseil de sécurité frappe de sanctions l’Iran face aux risques de prolifération que fait encourir son programme nucléaire”, CS/892823, 23 décembre 2006 [document en ligne]; accessible à <http://www.un.org/News/fr-press/docs/2006/CS8928.doc.htm>; Internet; consulté le 16 janvier 2007.

Global Security.Org. “Shahab-3 / Zelzal-3”, extrait de *Weapons of Mass Destruction*, [document en ligne]; accessible à <http://www.globalsecurity.org/wmd/world/iran/shahab-3.htm>; Internet; consulté le 30 janvier 2007.

Glume, Galia. “État voyou”, extrait de *Opérations de paix*. Université de Montréal [texte en ligne]; accessible à <http://www.operationspaix.net/-Etat-voyou->; Internet; consulté le 16 janvier 2007.

Huyghe, François-Bernard. “Soft Power : Une notion clé de la stratégie US”, 25 juillet 2006 [article en ligne]; accessible à [http://www.huyghe.fr/actu\\_224.htm](http://www.huyghe.fr/actu_224.htm); Internet; consulté le 10 janvier 2007.

Iran Daily. “Nuclear Power Plants Will Generate 6,000MW by 2010”, extrait de *Domestic Economy*, 7 novembre 2005 [article en ligne]; accessible à <http://www.iran-daily.com/1384/2419/pdf/i3.pdf>; Internet; consulté le 29 janvier 2007.

Microsoft Encarta. “La Guerre Iran/Irak”, extrait de *Les Forces spéciales en action*, [article en ligne]; accessible à <http://le.cos.free.fr/iran-irak.htm>; Internet; consulté le 24 janvier 2007.

Presidency of the Islamic Republic of Iran, “Letter of Islamic Republic Of Iran President to American President”, 8 août 2006 [lettre en ligne]; accessible à <http://www.president.ir/eng/ahmadinejad/cronicnews/1385/02/19/index-e.htm>; Internet; consulté le 26 mars 2007.

Salama, Sammy, et Heidi Weber. “The Emerging Arab Response to Iran's Unabated Nuclear Program”, extrait de *Monterey Institute for International Studies, Center for Nonproliferation Studies*, 22 décembre 2006 [article en ligne]; accessible à [http://www.nti.org/e\\_research/e3\\_83.html](http://www.nti.org/e_research/e3_83.html); Internet; consulté le 12 avril 2007.

Terrorwatch. “Hezbollah”, [document en ligne]; accessible à <http://www.terrorwatch.ch/fr/hizballah.php>; Internet; consulté le 5 février 2007.

Terrorwatch. “Mouvement de la Résistance Islamique, Hamas”, [document en ligne]; accessible à <http://www.terrorwatch.ch/fr/hamas.php>; Internet; consulté le 5 février 2007.

The Bulletin Online. “Doomsday Clock Moves Two Minutes Closer To Midnight”, extrait de *Global Security news and Analysis*, 18 janvier 2007 [document en ligne]; accessible à <http://www.thebulletin.org/media-center/announcements/20070117.html>; Internet; consulté le 6 février 2007.

The Fund for Peace. “Failed States Index 2006”, accessible à <http://www.fundforpeace.org/programs/fsi/fsindex2006.php>; Internet; consulté le 11 janvier 2007.

The World Factbook. “Iran”, 19 décembre 2006 [article en ligne]; accessible à <https://www.cia.gov/cia/publications/factbook/geos/ir.html#Econ>; Internet; consulté le 16 janvier 2007.

Thürer, Daniel. “L'État déstructuré et le droit international”, extrait de *Revue internationale de la Croix-Rouge*, été 2001 [revue en ligne]; accessible à <http://www.icrc.org/Web/fre/sitefre0.nsf/html/5FZGHM>; Internet; consulté le 16 janvier 2007.

Tower Commission Report. “Report of the President's Special Review Board”, extrait du site *U.S. Government Printing Office*, Washington, DC, 20402, 26 février 1987 [rapport en ligne]; accessible à <http://www.namebase.org/sources/IE.html>; Internet; consulté le 10 avril 2007.

Université de Sherbrooke. “Iran”, extrait de *Perspective monde*, [article en ligne]; accessible à <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/pays/IRN/fr.html>; Internet; consulté le 23 janvier 2007.